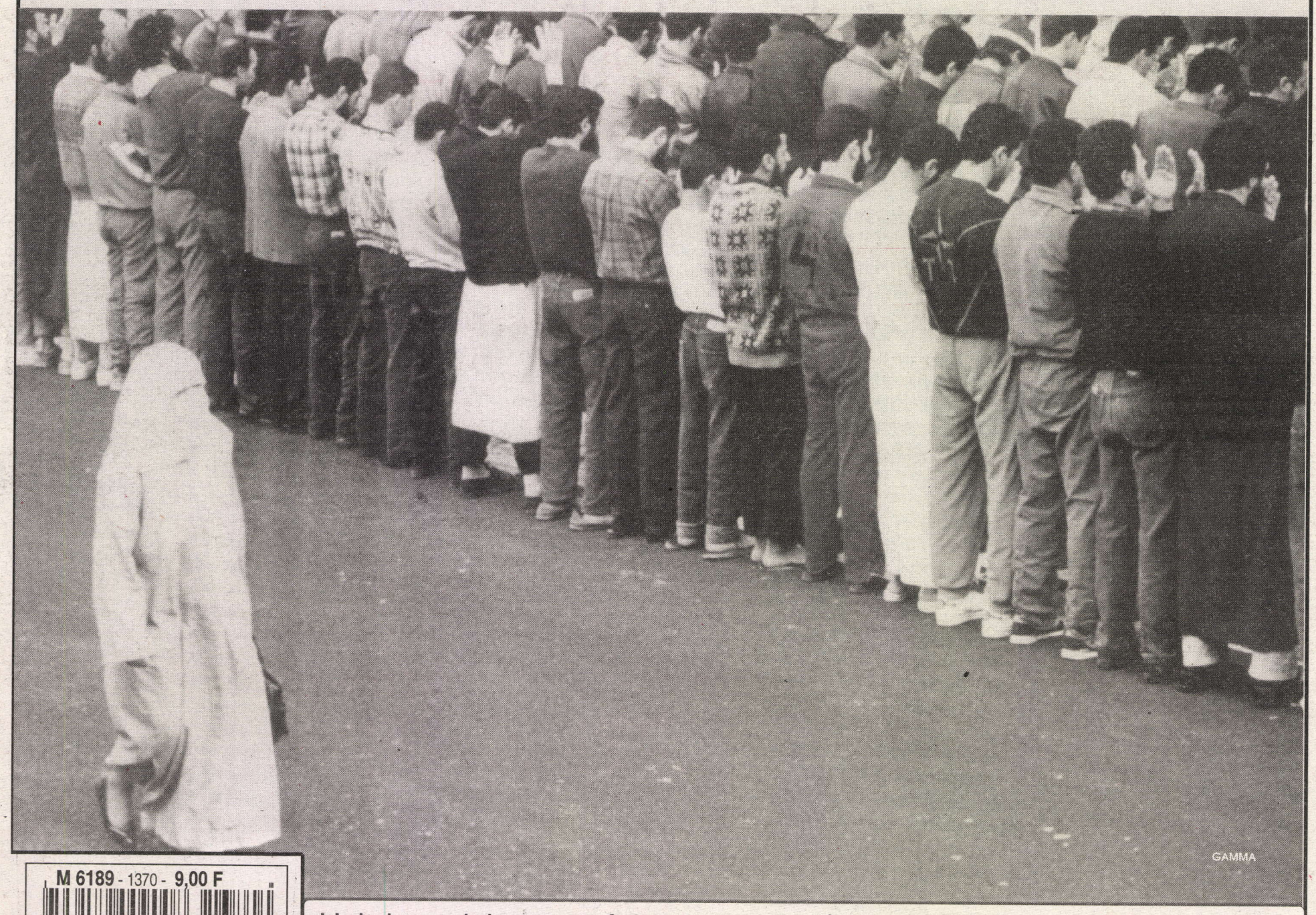
lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

L'affaire du voile islamique

LA LIBERTÉ, C'EST LE CONTRAIRE DE L'OPPRESSION DE LA FEMME



GAMMA

M 6189 - 1370 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1370 - 7 octobre 1994 - prix : 9 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

L'affaire du voile islamique

LA LIBERTÉ, C'EST LE CONTRAIRE DE L'OPPRESSION DES FEMMES

C'est un comble d'entendre les défenseurs du droit pour les jeunes filles de porter le voile islamique dans les établissements de l'enseignement public invoquer la liberté, la tolérance, le droit pour chacun de penser comme il veut, de révérer le dieu qu'il a choisi (ou que sa famille lui a choisi), voire même le droit de chacun de s'habiller comme il l'entend.

Comme s'il ne s'agissait que de cela !

Ceux qui militent activement pour que les jeunes filles portent ce voile – ou plutôt ne puissent pas sortir sans ce voile – savent bien que ce sont là des arguments de circonstance. Car ce sont les mêmes qui, en Algérie, en Iran, en Arabie saoudite ou ailleurs, à chaque fois que le rapport de force leur en donne la possibilité, imposent avec rudesse leur loi à tous ceux qui n'épousent pas leurs convictions et n'acceptent pas de s'incliner devant leurs règles. Sans ignorer, bien sûr, qu'il existe les mêmes, leurs frères en intolérance dans toutes les religions. Aux mollahs correspondent des rabbins, des curés qui ne leur cèdent en rien en matière de restriction des libertés, pour les hommes et surtout pour les femmes.

La vraie question, par delà le rideau d'hypocrisie de ces discours sur la tolérance, c'est l'oppression de la femme. Car le port du voile islamique par les jeunes filles, ce n'est pas, comme certains voudraient le faire croire, un banal colifichet religieux et encore moins bien sûr une coquetterie vestimentaire. C'est la marque imposée de leur soumission, une façon de les obliger à se soustraire des regards des hommes autres que celui auquel chacune appartient ou appartiendra, et qu'elle n'a et n'aura bien souvent même pas choisi.

Et derrière cela, il y a l'oppression quotidienne, concrète. La mise en surveillance permanente des femmes, des filles par les maris, par les oncles, par les frères.

Et ce serait cette oppression-là qu'on voudrait nous voir défendre au nom de la liberté ? C'est cela qu'il nous faudrait tolérer ? Eh bien non ! Il faut refuser cette tolérance-là, et savoir se montrer intolérant à l'égard de toutes les injustices et de toutes les oppressions. Et celle-là n'est pas des moindres.

Certaines des jeunes filles qui s'affichent avec leur foulard dans les lycées expliquent qu'elles ont choisi librement de le porter. Peut-être. Mais qu'elles soient réellement consentantes ou pas, qu'elles soient militantes islamistes ou pas, leur combat n'est pas notre combat. Nous ne sommes pas, nous ne pouvons être dans leur camp, qui n'est pas celui de la liberté et de la tolérance. Notre solidarité doit aller au contraire à celles qui s'opposent à ces pratiques, aux femmes qui refusent de se soumettre à ce rite indigne, à ces moeurs et à ces règles d'un autre âge, à toutes celles qui n'acceptent pas ce retour en arrière, cette dégradation de leur liberté et de leur statut, et qui payent parfois de leur vie leur volonté d'afficher leur liberté. Ces femmes-là sont aujourd'hui bien plus nombreuses que celles qui revendiquent le droit de porter le voile. Et il faut tout faire pour qu'elles continuent à le rester. Mais seraient-elles minoritaires qu'il faudrait être à leurs côtés, car ce sont elles qui ont raison, qui représentent l'avenir.

Mais – objectent les partisans du laisser-faire – choisir ainsi le camp de ceux qui contestent le port du voile dans les établissements scolaires publiques, et se battent pour cela, n'est-ce pas une manière d'exclure des jeunes, ou pire encore, de faire chorus avec un Pasqua, voire un Le Pen ?

Exclure ? Non. En tout cas pas celles que l'on peut aider de cette façon à s'opposer à la tutelle des religieux, à l'emprise de familles qui n'hésitent pas à les cloîtrer dans l'obscurantisme religieux. Et on sait bien que cet enfermement n'est pas seulement symbolique ni simplement moral ! Quant à celles qui s'inclinent devant la pression de leur milieu, le pire vis-à-vis d'elles serait de baisser les bras avec elles en avalisant par le silence ce retour en arrière ou, pire, en le légitimant au nom d'une liberté qui pour elles aussi est une prison.

Quant à dire que combattre le port du voile aboutirait à apporter de l'eau au moulin de la racaille raciste française, c'est oublier que sous prétexte de ne pas cautionner les réactionnaires français, on pourrait accepter de cautionner les barbus du FIS et d'ailleurs, qui ne valent pas mieux.

N'y aurait-il donc que ce faux choix là ?

La seule façon de ne pas se laisser paralyser par ce dilemme, c'est de combattre ces idées réactionnaires, toutes ces idées réactionnaires – celles de Pasqua, celles de Le Pen, celles des islamistes, celles des intégristes religieux de toutes sortes –, si l'on peut parler d'idées en l'occurrence, en montrant qu'il y a un autre choix et qu'il y a des hommes et des femmes pour le défendre.

Ce choix c'est celui de construire pour l'humanité un avenir qui ne se trouverait – on ne sait où – dans les cieux. Mais sur terre. Avec les femmes et les hommes qui se battent pour construire collectivement, et consciemment leur destin.

Après Longuet, Le tour de Longuet-Léotard-Madelin ?

PENDANT LES AFFAIRES,

LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE CONTINUE

"Je ne suis pas de ceux qui, lorsque leur intérêt personnel est en jeu, piétinent les autres", **a déclaré, grand seigneur, le Premier ministre Balladur à propos des déboires judiciaires de son ministre de l'Industrie, Gérard Longuet. C'était aussi sa réponse à ceux qui, au sein de la droite, estiment qu'il aurait dû trancher dans le vif et ne pas prendre le risque d'apparaître complaisant vis-à-vis d'un de ses ministres en mauvaise posture.**

Il ne pouvait dire ouvertement qu'il avait besoin du PR de Longuet pour concourir dans les Présidentielles. Il a donc pris un air faussement détaché et présenté son soutien sous le signe de la fidèle amitié entre deux hommes. La poignée de main ostensible de Balladur à Longuet devant les caméras de télévision était censée la sceller. En échange de quoi, Balladur est allé se faire applaudir, samedi 1er octobre, par un parterre de parlementaires UDF, n'en déplaise à Barre et Giscard.

Côté RPR, Balladur a dû encaisser un coup décoché par un de ses dirigeants, Séguin, qui à l'émission de télévision *Sept sur Sept*, dimanche 2, s'est fait un plaisir de confirmer son offre de soutien à une éventuelle candidature... Chirac. Et tandis qu'il expliquait, la main sur le coeur, ce choix par la "fidélité", il soulignait *"la réticence, pour ne pas dire davantage"*, de Balladur à s'attaquer à la corruption. Comme on voit, tous ces gens-là sont d'un désintéressé...

Les alliés de Balladur ne sont pas au bout de leurs peines. Méhaignerie a dû accepter que, dans le cadre de l'enquête sur le financement du PR, une information judiciaire soit lancée contre X. C'est le moins qu'il pouvait faire, quand, pour se tirer d'affaire devant les questions du juge Van Ruymbecke, le trésorier du PR a fini par dénoncer trois responsables de son parti : Longuet, Léotard et Madelin, tous ministres du gouvernement actuel !

Et revoilà les valises de billets, les fausses factures et les contributions des grandes entreprises qui refont surface. 28 millions de francs, en argent liquide, auraient été ainsi déposés entre 1987 et 1991 sur les comptes du PR. Ses comptes en banque pouvaient même être réalimentés en 24 ou 48 heures en cas de débit. Pratique, quand le grand patronat est là pour alimenter la caisse !

Le RPR, de son côté, n'est pas sûr de rester bien longtemps hors des scandales liés à la corruption. Un de ses collecteurs de fonds, Jean-Claude Méry, qui opérait dans les Hauts-de-Seine, vient d'être mis en examen, dans le cadre d'une affaire qui impliquerait des proches de grandes entreprises, mais également des collaborateurs de deux autres ministres de Balladur, membres du RPR, le ministre de la Coopération, Michel Roussin, et le ministre du Travail, Michel Giraud.

En attendant, à voir les millions que peuvent dilapider les entreprises, grandes et petites, pour obtenir un marché public dans le capitalisme dit libéral, les travailleurs peuvent également mesurer sous cet angle ce que valent les déclarations des chefs d'entreprise qui osent prétendre n'avoir jamais d'argent pour maintenir les emplois ou augmenter les salaires, alors qu'ils peuvent ravitailler en quelques heures leurs politiciens nécessiteux qui, une fois élu députés ou nommés ministres, le leur rendent bien !

Jacques FONTENOY

LE PS TENTE UNE FOIS DE PLUS DE DUPER LES ÉLECTEURS DE GAUCHE

La réunion du comité national du Parti Socialiste qui s'est tenue le 1er octobre pour préparer le congrès du mois prochain a, nous dit-on, abouti à refaire son unité autour d'Emmanuelli. Unité de façade certes, mais les dirigeants du PS ne sont pas en situation de se montrer difficiles.

Emmanuelli, qui se pique de redonner au Parti Socialiste un cap à gauche, ne tire pas beaucoup sur le gouvernail de ce côté. Il s'est bien gardé d'insister pour que le PS discute du fond de la politique que le PS entendait défendre désormais . Même dans les mots, il est resté prudent, se félicitant d'avoir réussi une "synthèse" des différentes positions votée à la quasi-unanimité, dans laquelle on affirme en termes généraux que les trois devoirs du PS sont *"le devoir d'opposition"*, celui *"de critique radicale"* et celui *"de propositions"*. Si la critique du gouvernement de droite peut être considérée comme "radicale" – normal, on est en campagne électorale –, par contre les propositions du PS sont, elles, extrêmement modérées pour ne pas dire inexistantes. La plus radicale étant les 35 heures sans diminution de salaires que le PS sort aujourd'hui, mais qu'il a "oublié" de mettre en œuvre, quand il en avait les moyens, tout fier des 39 heures...

Mais il suffit, pour prendre la mesure de ce fameux "tournant à gauche", de savoir que tout cela aboutit à ce que les dirigeants du PS, Emmanuelli en tête, soutiennent Jacques Delors, qu'on aura bien du mal à présenter comme se situant "à gauche", dans le PS. Même en paroles.

Ce catholique pratiquant, ancien conseiller de Chaban-Delmas, a été ministre des Finances du gouvernement Mauroy, avant d'aller défendre les intérêts des capitalistes français à la Commission de Bruxelles. Il n'a jamais prétendu défendre les intérêts des travailleurs.

D'ailleurs, fait significatif, c'est qu'en plus du PS Delors a d'autres réseaux de soutien. En particulier ses anciens amis du cabinet de Chaban-Delmas, l'association "Echanges et Projets" lancée en 1973, qui regroupe patrons, syndicalistes, hauts fonctionnaires, des gens comme José Bidegain, qui fut un responsable du CNPF, Jean-Michel Bloch-Lainé qui fut à l'état-major de la banque Worms, François Dalle, ex-PDG de L'Oréal, Michel Albert, ponte des AGF, et Bernard Tricot, ancien secrétaire de De Gaulle, et dont le président fut un temps l'ancien préfet de police Maurice Grimaud. Ces anciens spécialistes de la "nouvelle société", selon le slogan de Chaban-Delmas, travaillent maintenant sur des sujets sociaux pour préparer la campagne de Delors. Sans compter ses nombreux amis parmi les centristes. Au CDS, certains expliquent, selon *Le Monde*, que *"Delors est un socialiste d'occasion, qui s'est sali les mains entre 1981 et 1984, mais qui a tellement racheté son paradis à Bruxelles"*.

C'est dire que celui que le PS est décidé à nous présenter comme le candidat de gauche, l'est si peu, et ne tient pas beaucoup à le paraître.

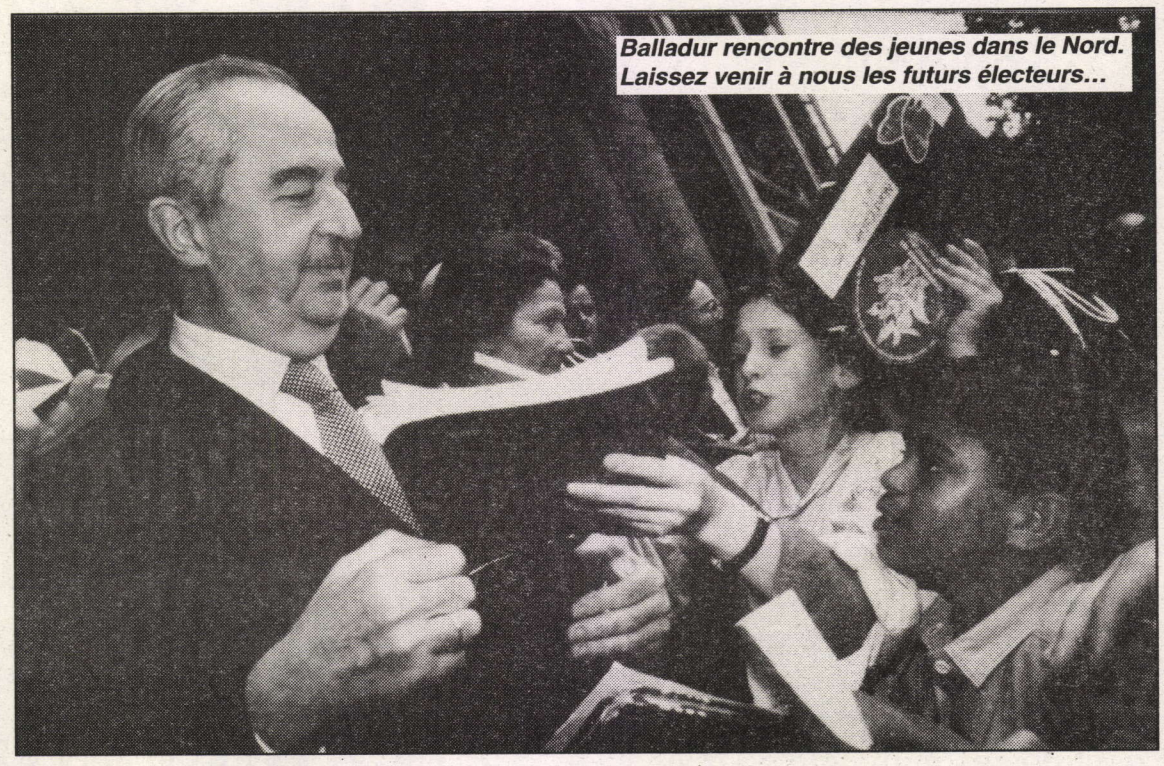
Emmanuelli, dans une interview à *Libération,* donne le fil conducteur de l'opération : *"Je souhaite*, dit-il, *un discours rassembleur de toute la gauche pour le premier tour. Quant au second tour, il appartiendra au candidat soutenu par le PS de rassembler toutes les voix de la gauche, des communistes jusqu'aux frontières du centre droit."* *"Il n'est pas dans nos intentions*, ajoute-t-il, *de lier un candidat à une procédure partisane"*. Pierre Mauroy, de son côté, estime que, si Delors s'impose *"comme le meilleur candidat"*, c'est justement parce *"qu'il est capable de rassembler la gauche (...) mais aussi au-delà de la gauche, et qu'il est en définitive capable de l'emporter."*

Le PS s'apprête à demander aux travailleurs, aux électeurs de gauche, de voter pour un candidat qui ne s'engagera nullement à défendre leurs intérêts. Le ferait-il que cela ne changerait rien. Mais il ne le fait même pas. Et qui se laisse toute latitude pour mener, comme Mitterrand, la même politique que la droite au service de la bourgeoisie.

On ne se faisait pas d'illusions, mais ils nous en préviennent eux-mêmes !

Dominique CHABLIS

Gamma



Balladur rencontre des jeunes dans le Nord. Laissez venir à nous les futurs électeurs...

Enquête auprès des jeunes

"ALLEZ, ROULEZ JEUNESSE !"

C'est promis, le gouvernement va tirer les enseignements de l'enquête lancée auprès des 15-25 ans, aux lendemains des manifestations contre le CIP. Balladur s'est même engagé à formuler un premier train de mesures dans les prochaines semaines.

Quel cinéma ! D'abord parce que, comme on pouvait s'en douter, près de 85% ne lui ont pas répondu. Quant à ceux qui l'on fait, ce sont ceux qui marchent dans ce type d'opération, c'est-à-dire ceux qui ont l'habitude du dialogue et ont peu ou prou les moyens de le pratiquer. C'est-à-dire des jeunes sûrement pas issus des milieux les plus défavorisés. Pourtant, même ceux-là se disent inquiets pour l'avenir et mettent en avant leur peur du chômage. Balladur avait-il vraiment besoin d'expédier des millions de questionnaires pour découvrir que l'emploi faisait partie des priorités de la jeunesse ?

Reste que cette enquête lui fournira peut-être quelques trucs pour sa campagne électorale, comme la création de conseils de jeunes dans les banlieues, la durée du service militaire à 6 mois ou l'abaissement à 16 ans du droit de vote aux municipales. Encore que, pour ce qui est du service militaire, Léotard a déjà répondu que ce n'était pas envisageable. Quant à la question du droit de vote aux municipales à 16 ans, proposition formulée parmi une cinquantaine d'autres par la commission chargée d'étudier les questionnaires renvoyés, si elle devait aboutir, en quoi résoudrait-elle le problème majeur des jeunes, à savoir la crainte du chômage ? Le fait d'être électeurs n'a d'ailleurs pas mis à l'abri les millions de travailleurs aujourd'hui sans travail. Quant à intervenir sur ce qui lui tient vraiment à coeur, même sans droit de vote et sans consultation électorale, la jeunesse a su le faire à plusieurs reprises et de manière infiniment plus efficace qu'avec des millions de bulletins de vote. Et, faut-il le souligner, une partie de ces jeunes, parce qu'ils n'ont pas la nationalité française, n'ont même pas le droit de vote. Alors ? Mais il suffit de se souvenir des événements du printemps dernier, où, en descendant manifester dans la rue, les jeunes ont rapidement obligé le gouvernement à remballer son projet de CIP.

Et c'est bien plutôt dans cette voie que la jeunesse pourra dire à Balladur et à ses semblables ce qu'elle a sur le coeur, et pas seulement l'exprimer, mais en même temps faire bouger les choses !

R.M.

ARC

Après un premier recul de l'administration, la mobilisation continue pour que la famille Sellami puisse rester en France.

Pierrelongue (Drôme)

NON À L'EXPULSION D'UNE FAMILLE ALGÉRIENNE !

Mercredi 21 septembre, quand les gendarmes sont venus en force arrêter les Sellami chez eux et les embarquer immédiatement avec leurs quatre enfants, l'émotion puis l'indignation se sont emparées des habitants. Personne n'admettait qu'on traite comme de dangereux malfaiteurs une famille estimée dans le voisinage.

Installé dans le village de Pierrelongue depuis deux ans, Nasser Sellami avait demandé le statut de réfugié politique, faisant valoir qu'il avait quitté l'Algérie après avoir démissionné du FIS et avoir pour cela reçu des menaces de mort.

Le maire, René Fauchier, a aussitôt pris l'initiative d'une mobilisation pour empêcher qu'il soit renvoyé en Algérie ainsi que sa famille.

Nous l'avons interrogé.

"Comment expliquez-vous une telle réaction de la population ?

- C'est d'abord venu des enfants. On leur arrachait leurs petits camarades. Ils comprenaient qu'ils risquaient d'être tués en Algérie. Le matin de l'arrestation, beaucoup pleuraient à l'école. Il ont entraîné leurs parents. Le soir même, une réunion au foyer a réuni environ 250 personnes, la centaine d'habitants que compte le village et bien d'autres personnes de la région. Nous avons créé un comité de soutien.

Ce que je trouve formidable, c'est le courant de solidarité qu'il y a eu, venant de gens de toutes opinions politiques. La famille était bien intégrée. Leurs enfants remportaient des compétitions sportives locales. Des liens de sympathie s'étaient tissés. C'est quand on vit près des gens que les mentalités évoluent. L'administration devait être loin d'imaginer une telle réaction de solidarité.

– Quel résultat avez-vous obtenu ?

– La famille a déposé un recours et a pu passer le surlendemain au tribunal administratif de Grenoble. Nous avions contacté un avocat et organisé un départ en car. Une cinquantaine de personnes étaient venues soutenir la famille au tribunal. Les enfants se faufilaient jusqu'à eux. L'assistance nombreuse a eu le soulagement d'entendre le tribunal annuler le renvoi en Algérie, mais il a maintenu l'expulsion vers un autre pays non encore déterminé. Pour l'instant, la famille a été mise en résidence surveillée à Tain-l'Hermitage, à 150 km d'ici. Maintenant que l'affaire fait du bruit, j'ai bon espoir que les Sellami obtiennent de revenir. Mais cela n'effacera pas le mal qui leur a été fait. Si nous n'avions pas bougé, je crois qu'ils seraient déjà là-bas en Algérie.

– Dans quelle mesure cette réaction dépasse-t-elle le cas Sellami ?

– Je reçois beaucoup de courrier de toute la France pour m'approuver et m'encourager, mais aussi quelques lettres et appels téléphoniques de racistes.

Ce n'est pas d'hier que je suis antiraciste. J'ai côtoyé autrefois beaucoup d'immigrés, dans mon travail sur les chantiers. Cela m'a aidé à les comprendre et j'ai toujours tenu à avoir des relations fraternelles avec eux. En plus, je me souviens de la guerre et des réfugiés à Pierrelongue, dont certains avaient leur vie en danger à cause de leur idées ou de leur religion.

Les derniers événements marqueront la vie de notre village et de la région. Notre action commune a rapproché tous ceux qui sont prêts à montrer leur solidarité dans un tel cas."

Correspondant LO

RAS-LE-BOL DES POLITICIENS MENTEURS ET VÉREUX !

Vendredi 7 octobre 1994 à 20 h 30

Réunion du

CERCLE LÉON TROTSKY

De l'avant-guerre à l'après-Seconde Guerre mondiale :

LA "LIBÉRATION" ET LA CONTINUITÉ DE L'ÉTAT FRANÇAIS

Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 20 F

Plus l'élection présidentielle approche, plus il devient probable que l'homme qui nous gouvernera pendant sept ans sera ou Chirac ou Balladur ou encore Delors s'il se présente. C'est-à-dire trois représentants du grand patronat, des trusts et de la finance, de ceux dont le système économique a provoqué la crise et contraint au chômage des millions de salariés. Ceux qui ont, par les pots-de-vin, plus d'influence sur la vie publique que nous par les bulletins de vote.

Au premier tour, les nostalgiques de la noblesse pourront voter pour Philippe de Villiers. Les racistes et profascistes de tout bord pourront voter pour Le Pen. D'autres pourront voter pour Tapie, les Chasseurs ou les Verts. Et ceux qui ont encore des illusions dans le Parti Communiste pourront voter pour Hue avant que celui-ci ne les appelle à voter Delors au deuxième tour.

Parce que, qui a présenté jadis Mitterrand comme un homme de gauche, sinon le Parti Communiste ? Et quelle fut, il y a vingt ans, la seule voix à s'élever pour dire que Mitterrand était un socialiste de trop fraîche date pour être sincère et qu'il était un homme de droite déguisé ? Ne chercher pas, il n'y eut qu'Arlette Laguiller. Aujourd'hui, si elle ne se présentait pas, il n'y aurait personne pour dire la vérité.

Depuis vingt ans qu'il y a la crise et que le chômage s'est mis à augmenter, sous la présidence de Giscard d'Estaing ou celle de Mitterrand, toutes les mesures prises ont consisté à favoriser le patronat, à diminuer ses impôts et les cotisations sociales qu'il versait, sous prétexte de diminuer le coût du travail et de permettre aux entreprises d'embaucher. Le coût du travail a diminué et le niveau de vie aussi ; les bénéfices ont augmenté et le chômage aussi.

Maintenant, l'assurance chômage et la Sécurité sociale sont en faillite. On transforme les chômeurs en pauvres, puis en misérables, puis en sans-abri et il devient de plus en plus difficile de se soigner. Il y avait déjà, nous le savons bien, une médecine à deux vitesses, mais dans très peu de temps il y aura les rares qui monteront dans le train et tous ceux qui resteront à l'écart des soins les plus élémentaires. Tout cela pour que la bourgeoisie continue à s'enrichir et à maintenir ses profits.

Et comme l'Etat ne peut pas continuer indéfiniment à diminuer les impôts et les charges des riches tout en augmentant les subventions directes et indirectes qui vont au patronat, nous paierons encore par une dégradation des transports en commun, des hôpitaux, de l'Education nationale, de tous les services publics.

Les travailleurs qui en ont ras-le-bol des politiciens menteurs ou véreux, de ceux qui se disent de gauche et sont de droite, qui nous promettent pour demain, après-demain ou pour dans dix ans, ce qu'ils n'ont pas été capables de faire hier ou aujourd'hui, pourront voter pour la seule candidate qui n'a jamais renié ses idées.

Aux Européennes, la liste d'Arlette Laguiller a obtenu un peu plus de 2% des voix. C'est peu, mais cela veut quand même dire que plus de 400 000 électeurs ont fait le geste d'aller jusqu'à un bureau de vote pour voter pour des communistes révolutionnaires, des gens qui veulent changer le monde et qui, avec vous tous, le changeront un jour. Pas pour faire ce qui existait en URSS mais pour faire une société communiste démocratique, où les Mitterrand, les Chirac, les Delors et les autres, ne monopoliseront pas les moyens d'information comme actuellement, où un seul homme, comme Hersant en France ou Berlusconi en Italie, ne possèdera pas la moitié des journaux plus des chaînes de télé et bien d'autres intérêts.

Alors, à l'élection présidentielle, si ce ne sont plus 400 000 mais un million de travailleurs, de salariés, de chômeurs, et pourquoi pas deux ou trois millions, qui votent Arlette Laguiller, le monde n'en tremblera pas pour autant sur ses bases. Mais les Chirac, les Balladur, les Delors et le grand patronat qui les appointe, eux trembleront un peu, en se disant, à juste titre, que la classe ouvrière se réveille.

Éditorial des bulletins d'entreprises du 3.10.94

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

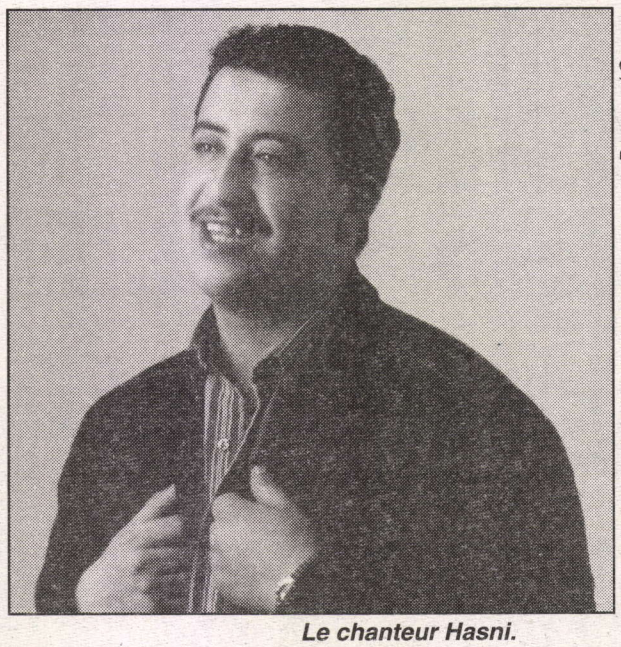
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Algérie

De Tizi-Ouzou à Oran LES PROBLÈMES DE LA POPULATION SONT LES MÊMES



Ducasse / Gamma

Le chanteur Hasni.

Manifestation en faveur de Lounès Matoub à Tizi-Ouzou.

AFP

Plus de 100 000 personnes ont manifesté, dimanche 2 octobre, dans les rues de Tizi-Ouzou, la principale ville de Kabylie, à l'appel du MCB (Mouvement culturel berbère) pour revendiquer la reconnaissance officielle et l'enseignement à l'école de la langue berbère, et pour protester contre l'enlèvement, dimanche 26 septembre, du chanteur kabyle Matoub Lounès, dont on est toujours sans nouvelle. Respectant la consigne de grève lancée pour la durée de la manifestation, tous les magasins de la ville avaient baissé leurs rideaux.

Deux jours plus tôt, vendredi 30 septembre, de l'autre côté du pays, dans la ville d'Oran, plusieurs milliers de personnes défilaient pour les obsèques d'un autre chanteur, un chanteur de raï célèbre dans toute la jeunesse algérienne, Cheb Hasni, assassiné la veille de deux balles dans la tête à la sortie de chez lui. A côté de la cérémonie silencieuse, des centaines de jeunes ont déferlé dans les rues d'Oran criant, eux en arabe, *«Algérie libre et démocratique»*, ou *«Hasni est un pauvre dans une pièce-cuisine»*.

Une fois de plus ces deux manifestations montrent que ceux qui sont prêts, quand ils en ont l'occasion, à descendre dans la rue pour manifester leur refus de toute dictature se comptent par dizaines ou même centaines de milliers. Et ils se comptent sûrement par millions ceux qui ne veulent pas du régime que les intégristes religieux voudraient instaurer, mais qui voient aussi dans le pouvoir militaire actuel une dictature au service des riches, de ceux qui occupent les villas spacieuses des hauteurs d'Alger ou d'ailleurs, roulent en grosse voiture et achètent en devise à l'étranger, alors que du côté de la population laborieuse on s'entasse dans les appartements surpeuplés, on ne connaît que les pénuries et le chômage.

Succès du boycott scolaire et des manifestations en Kabylie

En Kabylie, depuis la rentrée scolaire, le Mouvement culturel berbère, toutes tendances confondues, a lancé un mouvement d'agitation pour la reconnaissance officielle de la langue kabyle et son enseignement à l'école. Son mot d'ordre de boycott scolaire semble être unanimement suivi. Alors que les classes ont repris depuis le 10 septembre dans le reste du pays, et que les menaces du GIA (Organisation armée islamiste concurrente de celle du FIS) d'empêcher par des attentats la rentrée scolaire ont échoué, en Kabylie les écoles, collèges et lycées, n'ont toujours pas ouvert leurs portes. La plupart des villes ont connu, les unes après les autres, des manifestations appelées en commun par les deux fractions du MCB (proches respectivement de l'un ou l'autre des partis kabyles, le RCD et le FFS). Et lors de la journée de grève générale du 21 septembre, lancée également par le MCB, d'après les reportages de la presse algérienne sur les principales villes de Kabylie, toutes les entreprises ou administrations étaient désertées, tous les commerces avaient fermé boutique. L'enlèvement du chanteur a fait monter la tension d'un cran.

Au-delà des revendications régionales, les problèmes politiques et sociaux généraux

Ce qu'expriment toutes ces manifestations et les motivations, qui font que ces mouvements sont si largement suivis, dépassent très certainement la seule revendication culturelle (aussi populaire soit-elle dans la région) mise en avant par les leaders du MCB et des deux partis kabyles.

Il y a d'abord bien sûr l'inquiétude – et même la révolte – que suscite la montée des intégristes. Si pendant longtemps la Kabylie avait semblé plus ou moins épargnée par la gangrène islamiste, les groupes islamistes s'y sont depuis un certain temps implantés, ou réfugiés. Les assassinats ont commencé à se multiplier là aussi, avec des raids de commandos sur des villages pour récupérer argent ou armes, des barrages de faux gendarmes rançonnant les voitures, des accrochages avec l'armée, etc. Et c'est dans un café, devant tous les autres clients, que le chanteur Matoub Lounès a été enlevé par une quinzaine d'hommes armés.

C'est aussi vraisemblablement le mécontentement général face à la situation économique, la hausse des prix, le chômage, les salaires impayés, la pénurie de logement qui contribue à faire du mouvement impulsé par le MCB un succès. Ces problèmes avaient provoqué ces derniers mois en Kabylie (mais aussi dans d'autres régions du pays) un certain nombre de mouvements de grève.

La politique nationaliste des partis kabyles

Mais du côté des dirigeants du FFS, du RCD et du MCB, les motivations sont d'un tout autre ordre. Représentants politiques de la bourgeoisie, partisans, tout comme le général Zéroual, d'une politique d'austérité, de privatisations et de rentabilisation des entreprises conformes aux intérêts des couches riches du pays et aux exigences du FMI, ils ne mettent pas en avant des revendications sociales. Vis-à-vis du FIS, le FFS et le RCD ne prônent pas la même politique. Le premier se dit, au nom de la «démocratie», pour un dialogue ouvert à toutes les forces politiques du pays, donc aussi au FIS, et le retour rapide aux élections. Le second fait partie, toujours au nom de la «démocratie», du camp dit des «éradicateurs», de ceux qui veulent que l'armée aille jusqu'au bout de la lutte contre les intégristes.

Mais l'un et l'autre se retrouvent de fait sur la touche, alors que le général Zéroual tente de rechercher aujourd'hui un compromis avec les dirigeants du FIS pour le partage du pouvoir. Ils espèrent pouvoir peser en mobilisant leur base, la population kabyle.

Les sentiments régionalistes qu'ils exploitent, sont largement répandus en Kabylie. Le colonialisme français, jadis, les avait exploités. Le fait que le pouvoir sans partage du FLN pendant 25 ans, parce qu'il était une dictature, ne tolérait aucune expression des "différences" a contribué à rendre populaire dans toutes les couches la revendication linguistique. Cette revendication comporte son cortège de «dérapages» anti-arabes, de chauvinisme, que dénotent entre autre les cris de *«on n'est pas des Arabes»* qui émaillaient les récentes manifestations.

De Tizi-Ouzou à Oran

Les problèmes sociaux ainsi que la crainte de voir la dictature se renforcer par l'arrivée au pouvoir des islamistes ou par une alliance entre eux et le pouvoir actuel sont les mêmes d'un bout à l'autre du pays. Ils sont communs aux habitants de Kabylie, d'Alger, ou de Constantine. Ils touchent autant les admirateurs du chanteur kabyle que les jeunes d'Oran pour qui Cheb Hasni était leur chanteur préféré, en partie parce qu'il était issu des milieux pauvres, qu'il était, comme eux, un enfant de ces «une pièce-cuisine» où l'on s'entasse.

Et ils pourraient les unir, au lieu de les séparer, comme le fait volontairement la politique nationaliste des partis kabyles et du MCB.

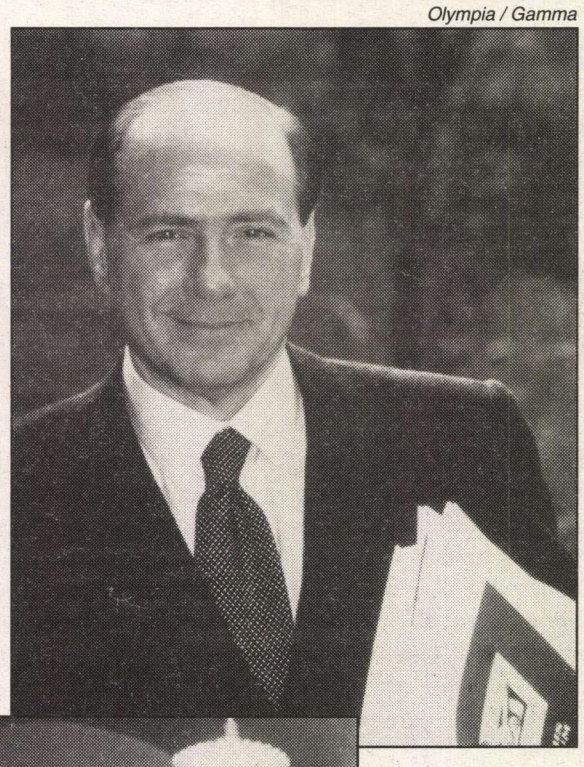
Olivier BELIN

Italie

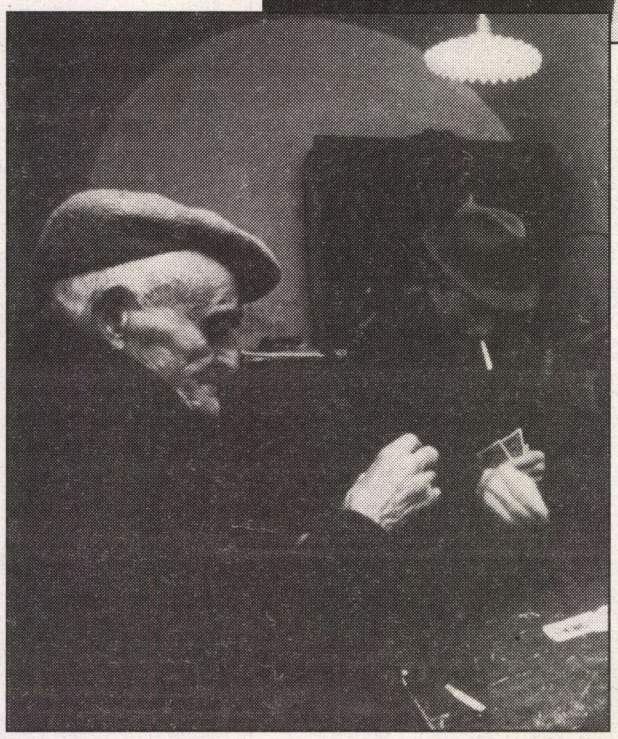
Avec Berlusconi "ALLEZ L'AUSTÉRITÉ"

Manifestations et débrayages, décision d'une grève générale pour le 14 octobre : l'annonce fin septembre des principales mesures de la loi de finances italienne de 1995, n'a pas été sans susciter des réactions. Elu il y a six mois sur des promesses comme la diminution des impôts et la création d'un million d'emplois nouveaux, le gouvernement Berlusconi place en fait son premier budget sous le signe de l'austérité. Celle-ci vise notamment les dépenses de santé ou les embauches du secteur public, mais aussi et surtout le système des retraites, un sujet auquel bien des travailleurs sont particulièrement sensibles.

Olympia / Gamma



Rotolo / Gamma



Berlusconi a décidé de s'attaquer en particulier aux travailleurs retraités.

LES RETRAITES EN LIGNE DE MIRE

Après bien des tergiversations et des polémiques dues à la fragilité de la coalition gouvernementale de Berlusconi, mais aussi au fait que le leader de "Forza Italia" ("Allez l'Italie") aurait sans doute préféré ne pas ternir si vite son image encore neuve de "gagneur" qui se fait fort de promettre la lune, voilà donc que son "Allez l'Italie" se transforme dès cet automne en un "Allez l'austérité". Il s'agit d'économiser cinquante mille milliards de lires (environ 180 milliards de francs) dans ce budget, grâce à 21 000 milliards de recettes supplémentaires constituées par des augmentations d'impôts diverses, et à 29 000 milliards de diminutions de dépenses. 6 500 milliards sont économisés sur la santé et 7 700 milliards sur le régime des retraites.

Pour tenter de préparer l'opinion, la presse a fait grand bruit autour des retraites et des pensions abusives, citant le cas de personnes bien portantes ayant réussi à se faire attribuer des pensions d'invalidité, ou celui des enseignants pouvant partir en retraite après seulement 20 ans de service. De tels "abus" existent sans doute, l'attribution de ce type d'avantages ayant été souvent le moyen pour des politiciens de s'assurer des clientèles électorales, mais on oublie de dire que, dans certaines régions, les pensions "abusives" ne faisaient que combler en partie l'absence totale d'indemnités de chômage, inexistantes en Italie. D'autre part, les retraites et pensions dites "abusives" ne seraient évidemment pas les seules visées par les mesures de Berlusconi, qui frappent en fait l'ensemble du système des retraites et donc l'ensemble des travailleurs.

Ainsi, les mesures annoncées prévoient le relèvement progressif de l'âge du départ à la retraite. Le passage de cet âge de 60 à 65 ans pour les hommes et de 55 à 60 ans pour les femmes, avait déjà été décidé par les gouvernements précédents, mais il sera accéléré de façon que la mesure soit effective avant l'an 2000. Par ailleurs, les demandes de départ anticipé à la retraite sont bloquées jusqu'en 1996, une pénalité de 3 % par année de cotisations prévue pour qui voudrait partir avant l'âge, et le montant des retraites versées en 1995 ne sera pas réajusté selon le taux d'inflation...

RIPOSTE ANNONCÉE, MAIS POUR BIEN TARD...

On comprend que l'ensemble de ces mesures suscite le mécontentement. De fait, souvent à l'initiative des militants syndicaux de telle ou telle entreprise ou de telle ou telle ville, des manifestations, des débrayages, des blocages de voies ferrées, de routes ou d'autoroutes, se sont produits d'un bout à l'autre du pays. Mais on voit aussi un ensemble de manœuvres politico-syndicales se mettre en place, selon un scénario qui a des airs de déjà-vu même si c'était sous d'autres gouvernements. Les "sommets" syndicaux ont prévu, près de quinze jours avant, la riposte annoncée par la grève générale du 14 octobre. Il s'agit évidemment de se laisser le temps, non de "préparer" la grève, mais de la désamorcer en négociant quelques aménagements qu'ils pourront présenter comme autant de reculs imposés au gouvernement par la "menace" de cette grève. Dans le même temps, l'opposition de gauche annonce qu'elle se "battra" au Parlement, où elle est de toute façon largement minoritaire. Enfin, le président de la République Scalfaro lui-même, prenant la pose du grand défenseur des acquis sociaux, a annoncé qu'il était en désaccord avec bien des aspects des mesures de Berlusconi et demanderait à celui-ci de diminuer de mille milliards sur les 7 700 les économies aux frais des retraités.

On voit donc se dérouler une sorte de ballet où chacun met du sien pour enrober la question, discuter du bien-fondé de mille milliards de lires d'économies par-ci ou de mille milliards par-là, de façon que le travailleur ou le retraité ne sache plus très bien où il en est, s'il perd vraiment à cet ensemble de mesures, et si le gouvernement finalement a donné un "signal positif" aux marchés financiers en montrant sa décision de s'en prendre sérieusement au déficit budgétaire, et sa capacité à faire passer des mesures impopulaires ; une capacité dans laquelle la collaboration des organisations syndicales sera en fait aussi déterminante que pour les gouvernements précédents, même si elles font aujourd'hui la "grosse voix" pour mieux avoir les moyens de désamorcer, en fait, tout risque d'explosion sociale.

Y réussiront-ils ? L'avenir le dira. Mais il reste que dans l'affaire, si les dirigeants syndicaux, l'opposition de gauche ou même le président de la République critiquent le détail des mesures, aucun ne met en cause l'idée même que, pour les besoins de l'austérité, il faut s'en prendre aux revenus des travailleurs et des retraités, tous présentés peu ou prou comme des privilégiés, toujours suspects d'"abuser". Les profits et surprofits des trusts, des banques et des spéculateurs en tout genre, eux, ne sont sans doute pas des "abus" ! Personne ne va même jusqu'à en parler !

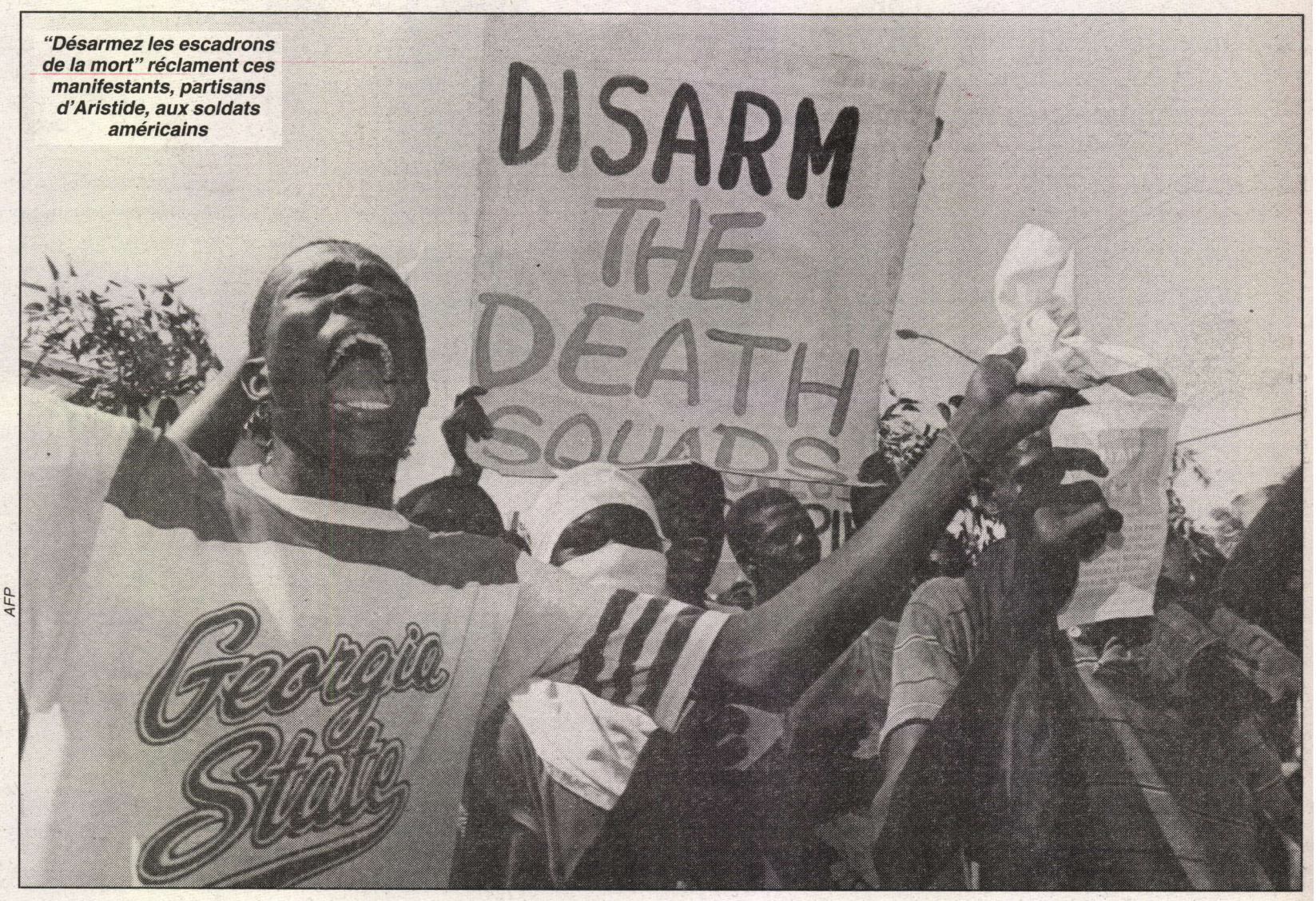
André FRYS

HAÏTI

LA MENACE POUR LES MASSES PAUVRES

Après la tuerie du 30 septembre, où les nervis du FRAPH, organisation d'extrême-droite liée à l'armée, ont dispersé une manifestation en faveur d'Aristide en assassinant deux personnes et blessant des dizaines d'autres, sans que les troupes américaines bougent, les Etats-Unis ont fait quelques gestes destinés à montrer que, de gré ou de force, ils imposeront la "transition démocratique" à la clique au pouvoir en Haïti.

Les soldats américains ont investi le siège du FRAPH en mettant en arrestation la trentaine de personnes qui s'y trouvaient. Pour faire bonne mesure, ils ont aussi désarmé et embarqué, menottes aux poings, une dizaine de policiers passant par là, alors que le jour même, le commandant américain réaffirmait que le maintien de l'ordre était du ressort de la police haïtienne. Les soldats américains avaient quelques excuses de confondre policiers et nervis du FRAPH, tant il s'agit des mêmes et tant les uns et les autres continuaient à se comporter vis-à-vis de la population avec la même arrogance sanguinaire qu'auparavant, encouragés qu'ils étaient par la neutralité bienveillante de l'armée américaine.



"Désarmez les escadrons de la mort" réclament ces manifestants, partisans d'Aristide, aux soldats américains

AFP

Ces arrestations, applaudies par la foule accourue, constituent plus un geste symbolique que des actes réels. Elles ont sans doute contribué cependant à persuader quelques-uns des hommes dits forts de la dictature que le choix des dirigeants américains de ramener Aristide pour calmer la population est ferme et qu'il fallait se faire, momentanément, une raison. Un des chefs du FRAPH vient en tout cas d'affirmer que lui aurait quitté Haïti pour s'établir en Républi-que dominicaine, refuge traditionnel des dictateurs haïtiens en difficulté.

Les Américains ont, du coup, fait donner de nouveau Aristide qui a réaffirmé devant les Nations Unies sa détermination de rentrer en Haïti le 15 octobre. Sa déclaration était assortie des désormais habituelles exhortations au calme, à l'ordre, à la réconciliation nationale, à la discipline.

Les dirigeants américains veulent presser le mouvement. Pas seulement parce qu'ils ne veulent pas que l'opération en Haïti – – toujours mal vue par l'opinion publique américaine – s'éternise. Mais ils ne veulent pas qu'en assumant eux-mêmes le pouvoir, ils laissent se constituer un vide du pouvoir.

Les militaires haïtiens, comme leurs nombreux supplétifs, semblent de plus en plus désorientés par les attitudes d'apparence contradictoire des troupes d'occupation. Un jour, c'est le langage de la coopération. Le lendemain, des tensions.

Pour les militaires, le pouvoir, c'était eux. Ils avaient d'autant plus l'arrogance chevillée au corps que les masses pauvres étaient désarmées. La protection de l'armée entretenait, à son tour, l'arrogance sanguinaire de toute une racaille au service de la dictature qui, en contrepartie de la terreur qu'elle imposait aux quartiers pauvres, s'est acquis le droit de piller, tuer et violer à compte personnel. C'est toute cette pyramide qui est momentanément déstabilisée par le flou entretenu par l'occupation américaine, entre Cédras encore là et Aristide pas encore revenu.

Une partie des nervis de la dictature s'est engagée dans une sorte de fuite en avant, de terreur préventive contre ceux dont ils craignent la vengeance en cas de retour d'Aristide. La tuerie du 30 septembre, la plus spectaculaire, n'est pas un fait unique. Dans bien des quartiers populaires, les bandes armées continuent à assassiner nuitamment. Mais ailleurs, en particulier dans le nord du pays, non seulement les nervis en civil se cachent prudemment, mais des garnisons militaires entières se sont vidées en attendant de voir l'évolution des choses.

Ces hommes-là ne se sont pas volatilisés. Plusieurs dizaines de milliers d'hommes sont armés dans le pays : l'armée elle-même, bien sûr, leurs supplétifs, les attachés ; les différents clans de la maffia macoute ; la petite bourgeoisie elle-même est largement armée : les commerçants, les affairistes, ceux qui détiennent des postes de décision lucratifs dans l'administration, les possesseurs de tap-tap etc., dans les villes ; les notables, les propriétaires terriens, les "grandons", dans les campagnes. Et nombre d'entre eux ont leurs bandes armées privées pour protéger leurs personnes et leurs biens.

Toutes ces forces qui ont constitué la dictature ou qui l'ont appuyée continuent à représenter une menace mortelle pour les masses pauvres qui, elles, sont les seules à ne pas être armées. Le départ de Cédras et de Biamby, après celui de François, n'y changera rien. Pas plus que n'y a changé, il y a huit ans, le départ forcé de Duvalier.

Et malgré le battage médiatique à l'étranger autour du désarmement des attachés, l'armée américaine ne pourra pas, ne voudra pas désarmer ces forces. Les Etats-Unis restructureront, peut-être, l'armée haïtienne pour la rendre plus efficace. Ils feront, peut-être, pression pour que les bandes liées à l'armée ou privées se fassent plus discrètes. Ils mettront, peut-être, en cage quelques-uns des chiens sanglants qui ne veulent pas comprendre qui est le maître et ce qu'il veut (dans bien des cas d'ailleurs surtout pour les protéger de la colère de la population).

Les Etats-Unis feront pression pour que les généraux et les colonels veuillent bien céder la scène politique à cette Assemblée, à ce Sénat de cloportes, élus dans la même foulée qu'Aristide, qui se sont dépêchés de soutenir la dictature militaire dès les lendemains du putsch, et qui sont tout à fait capables de redevenir "aristidiens" si le vent souffle de ce côté. Il semble maintenant à peu près certain que si rien de nouveau n'intervient, ils rétabliront Aristide dans son fauteuil présidentiel pour l'année qui reste à courir

Buu / Gamma

Enterrement d'une victime assassinée par un "attaché" du régime de Cédras.

Buu / Gamma

Soldats américains neutralisant un nervi de la dictature.

Buu / Gamma

Policiers haïtiens gardant un entrepôt de vivres, après qu'il a été pillé.

pour son mandat si tant est qu'une brute plus bornée que d'autres n'abrège même cette année de pouvoir.

Les dirigeants américains comprennent ce que la bourgeoisie haïtienne n'arrive pas à comprendre, empêchée qu'elle en est par la haine viscérale qu'elle voue à Aristide : qu'ils ont besoin du prêtre-président pour tenir calmes les masses pauvres, le temps de redorer le blason de l'armée et de la police, modifiées ou pas ; le temps de cautionner la "réconciliation nationale" avec les nervis d'extrême-droite.

Voilà pourquoi ce qui constitue, aujourd'hui, la menace la plus dangereuse pour les masses pauvres est leur espoir irraisonné que le retour d'Aristide signifiera le rétablissement de la démocratie et un changement de leur sort. Et lié à cela, leur crédulité dans le rôle de l'armée américaine, dans le fait de prendre cette armée pour un allié contre la dictature et ses hommes, alors qu'elle n'est là que pour consolider l'ordre bourgeois, les inégalités sociales criantes et partant, la dictature de la classe privilégiée sur les masses pauvres. Par tous les moyens, y compris par la violence des nervis officiels ou privés qui continueront à agir derrière la façade d'un hypothétique régime parlementaire aussi bien que sous le règne des militaires. Il n'y a pas d'espoir pour les classes pauvres d'Haïti hors du désarmement des nervis armés par elles-mêmes et leur propre armement.

Georges KALDY

Brésil

LES PRÉSIDENTS PASSENT, LES PROBLÈMES RESTENT

Le prochain président du Brésil, élu désormais pour quatre ans, s'appellera Fernando Henrique Cardoso. Certes, il faudra encore une semaine pour dépouiller l'ensemble des votes de près de 100 millions d'électeurs brésiliens appelés à élire non seulement un président de la République, mais aussi 27 gouverneurs d'Etat, 54 sénateurs, 513 députés fédéraux et plus de mille députés des assemblées législatives d'Etat. Mais les premiers sondages et estimations après scrutin donnent 47% des suffrages à Cardoso, sociologue, sénateur, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien ministre de l'Economie, candidat du Parti Social-Démocrate Brésilien, un parti de centre droit créé en 1988. Il obtient plus que l'ensemble des autres candidats : il n'y aura donc pas de second tour le 15 novembre prochain.

Parmi ses concurrents, un seul se détache : Lula, ancien syndicaliste, candidat du Parti des Travailleurs, soutenu par l'ensemble des partis et groupes de gauche, socialistes, communistes et trotskystes. Il obtiendrait près de 25% des votes. Pourtant, encore au mois de juin, les sondages donnaient 40% à Lula et 23% seulement à F. H. Cardoso, leader d'un petit parti de notables dont le candidat à la présidence en 1989 n'avait obtenu que 12% des suffrages et qui, au second tour, avait soutenu Lula, qui avait manqué de peu la victoire.

Cardoso est devenu le héros de la bourgeoisie, son champion à tel point qu'un hebdomadaire financier écrivait qu'il était soutenu par 97% de *"l'élite productive brésilienne"*, c'est-à-dire des patrons. Il a réussi à faire la presque unanimité parmi les bourgeois, lassés des multiples candidats de droite tous plus corrompus les uns que les autres. Il a surtout été le père, en qualité de ministre de l'Economie, du septième plan de stabilisation de l'économie, en neuf ans : le plan real (du nouveau nom de la monnaie, alignée sur le dollar US) entré en vigueur le 1er juillet dernier. L'inflation n'a été en septembre que de 1,5%, alors qu'en juin elle avoisinait les 50%. Cardoso passe donc pour avoir terrassé l'inflation, qui en neuf ans avait fait perdre à la monnaie 15 zéros. Il est vrai que les multinationales, en particulier, ont donné la consigne de bloquer pour le moment toute augmentation de prix. De plus, bien qu'il ait été un opposant à la dictature militaire qui lui avait ôté le pain de la bouche en supprimant tout enseignement de sociologie, Cardoso a pris comme vice-président successivement deux politiciens du Parti du Front Libéral, issu du personnel de cette même dictature militaire. Cet appui unanime de la bourgeoisie est apparu en particulier dans la presse, qui n'a pas tari d'éloges pour le nouvel homme d'Etat et qui l'a fait passer sans dommage au milieu d'un certain nombre de scandales de corruption qui frappaient ses alliés ou son entourage. Et tout l'appareil d'Etat a fait campagne ouvertement pour lui, jusqu'au président sortant Itamar Franco.

Et pour un peu, Lula lui-même aurait fait campagne pour lui, à force de se dire son ami et de gommer les divergences qui séparaient les deux campagnes. En effet tout le souci de Lula, qui venant du mouvement ouvrier fait des efforts pour se faire pardonner cette tare par les bourgeois, a été de se montrer acceptable aux yeux des militaires et des patrons. Il a cessé de critiquer les côtés anti-ouvriers du plan real, sous prétexte qu'il avait l'assentiment d'une bonne partie de la population. Il serait même aujourd'hui question d'associer le Parti des Travailleurs au futur gouvernement. Cette timidité de la campagne de Lula ne l'a pas empêché de continuer de perdre des voix au profit d'un adversaire ouvertement bourgeois et partisan sans complexe du système. Et elle lui a sans doute fait perdre des voix du côté des victimes et des ennemis du capitalisme.

Mais la victoire de F. H. Cardoso n'est qu'une victoire électorale, un épisode bien mineur si l'on pense à ses deux prédécesseurs élus depuis la fin du régime militaire : le premier, frappé par la maladie, n'a même pas pu reprendre ses fonctions ; quant au second, pris la main dans le sac, il a été contraint de démissionner à mi-mandat. Cardoso parviendra-t-il à mettre fin à l'inflation galopante, qui semble entraver les affaires d'une partie importante de la bourgeoisie brésilienne (une autre partie en faisant la base de ses spéculations) ? Parviendra-t-il, avec sans doute l'aide de Lula et de la bureaucratie des organisations ouvrières, à empêcher l'explosion de la colère ouvrière et paysanne contre les exploiteurs nationaux et impérialistes ? Car même si les flonflons de la campagne électorale relèguent au second plan les bas salaires, le chômage, les bidonvilles, la question agraire et la violence des possédants, dès que les urnes auront été remisées, ces problèmes resurgiront de plus belle.

Vincent GELAS

Fonds Monétaire International

LE FMI (qui va fêter ses 50 ans) PROPOSE D'ÉTENDRE LE CAPITALISME SAUVAGE A TOUTE LA PLANÈTE !

La réunion du comité intérimaire du Fonds Monétaire International qui se tenait à Madrid a rappelé la vraie nature de cette institution, qui prétend "aider" au bon fonctionnement de l'économie mondiale, mais aide surtout les géants de la banque et de l'industrie mondiale. Ce comité intérimaire, exécutif restreint de 24 membres, était chargé de préparer une grande réunion des 177 Etats membres du FMI.

A cette occasion, il a d'abord été proposé d'autoriser les pays pauvres et les pays de l'Est à disposer de droits de tirages spéciaux (DTS), ce qui revient, pour les Etats membres du FMI qui ont le droit d'en disposer, à avoir certaines facilités de trésorerie. Aussitôt, le G7, le groupe des sept pays les plus industrialisés, a opposé son veto, n'autorisant dans un premier temps un telle opération que pour les pays d'Europe de l'Est. La colère des représentants des pays du Tiers Monde a fait que l'ensemble de la proposition a capoté.

Cette réunion du FMI était aussi destinée à prendre le pouls de l'économie mondiale et à mesurer l'ampleur de la reprise actuelle. A en juger par cette péripétie, cette reprise économique n'autorise guère la moindre générosité de la part des puissances les plus riches. Le FMI reste dans son rôle de défenseur des intérêts des plus nantis.

D'ailleurs, depuis une douzaine d'années, son intervention a été particulièrement âpre vis-à-vis des pays pauvres endettés. Au fil des ans, en Amérique latine, en Afrique, en Asie, tous les prêts accordés, toutes les renégociations des dettes des Etats, ont été assortis de conditions draconiennes qui revenaient toutes, au nom d'un pseudo-libéralisme économique, au même résultat : pressurer les plus pauvres pour leur faire supporter la charge de la dette.

En même temps que le plus grand nombre plongeait dans une pauvreté accrue, tous ces plans d'*"ajustement structurel"*, selon le jargon du FMI, ont conduit au dépeçage des industries nationalisées livrées à la privatisation. Car l'important était que non seulement les banquiers des pays riches reçoivent un flux continu d'argent, grâce au paiement des intérêts de la dette, mais aussi, grâce aux privatisations, qu'une part plus grande de l'économie mondiale entre dans la sarabande de la spéculation financière.

Une réunion comme celle de Madrid est prétendument destinée à offrir des perspectives pour l'avenir. Elle n'y a pas manqué. Le comité intérimaire du FMI s'est fendu d'un texte final où il réaffirme son attitude vis-à-vis des pays pauvres, mais où il indique aussi aux pays riches qu'*"il faut des réformes du marché du travail afin (entre autres) de réduire la désincitation à l'emploi"*.

En clair, le FMI se fait l'interprète des vœux du patronat de toute la planète, en proposant aux Etats industrialisés de s'en prendre au salaire minimum garanti (le SMIC), aux allocations de chômage jugées trop élevées et versées trop longtemps, aux différents systèmes de revenus minimaux garantis, enfin à la retraite sous sa forme actuelle : il lui préfère une retraite par capitalisation et propose comme "première mesure"... de relever l'âge de la retraite afin de réduire le niveau des prestations ! Bref, le FMI part en guerre contre tout ce qui, peu ou prou, protège ne serait-ce qu'un peu les salariés et leur évite de sombrer dans le dénuement et la déchéance totale.

Non content de contribuer à réduire le niveau de vie des masses pauvres dans le Tiers Monde, le FMI, qui se fait l'interprète de l'opinion des patrons les plus riches, vise à étendre les conditions misérables d'exploitation du Tiers Monde à tous les travailleurs de la planète.

J. F.

Quelques effets dévastateurs du FMI

Les paiements du service de la dette exigés par les créanciers du FMI sont, de loin, supérieurs à la totalité de l'aide et des prêts. Ainsi, entre 1981 et 1990, les flux nets de capitaux en direction des pays riches ont atteint 150,5 milliards de dollars, soit l'équivalent de deux fois le montant du plan Marshall. Les nations les plus démunies ont ainsi fourni leur "aide"... aux plus riches !

Inde, une proposition du FMI en 1992 : Au lieu d'étendre la législation du travail aux salariés temporaires et saisonniers, le FMI proposait d'*"aider les pauvres"* en abolissant ces textes qui *"favorisent l'aristocratie du monde du travail"*, c'est-à-dire les *"travailleurs syndiqués"* qui touchaient 20 F... par jour ! Bata, la multinationale de la chaussure, fit ses comptes, si cette réforme était appliquée. Elle payait ses travailleurs syndiqués 80 roupies par jour (17 francs). Avec cette réforme, elle pouvait débaucher et sous-traiter avec des cordonniers indépendants payés 25 roupies (5,50 F) par jour...

Pérou, une thérapie de choc du FMI : Le plan du FMI, le "fujichoc" mis en oeuvre par le président Fujimori, multiplia le prix des carburants par 31, celui du pain par 12. En août 1990, le salaire minimum devenait inférieur de plus de 90 % à celui de 1975. Un ouvrier agricole était payé 7,50 dollars par mois, alors que les prix de nombreux biens de consommation dépassaient ceux de Miami (USA).

Nata Hector/Gamma

Plus grand-chose à manger, au Pérou, l'un des pays les plus durement touchés par la crise économique et par les "remèdes" du FMI.

Slovaquie

UN DÉMAGOGUE NATIONALISTE QUI PROFITE DE LA DÉCEPTION DES ÉLECTEURS

Avec près de 35% des suffrages, le "Mouvement pour une Slovaquie indépendante" (HZDS) de l'ancien Premier ministre Vladimir Meciar a obtenu la majorité des voix aux élections législatives qui viennent d'avoir lieu en Slovaquie. Dans cet Etat de 5 millions d'habitants issu en janvier 1993 de la partition de la Tchécoslovaquie, un tiers des votants ont donc choisi un démagogue populiste et nationaliste. Meciar a promis une baisse du chômage qui s'élève actuellement à 15%, des réformes économiques plus graduelles mais qui donnent de plus en plus de droits aux capitalistes, la construction de nouveaux logements, etc. Il a pourfendu "le péril hongrois", c'est-à-dire les minorités hongroises de Slovaquie et derrière elles les Hongrois, en même temps que les Tchèques, accusés d'avoir spolié et opprimé les Slovaques pendant l'existence de la Tchécoslovaquie.

Ce seraient, disent les commentateurs, essentiellement les laissés-pour-compte, les perdants de la transformation économique, qui auraient voté pour Meciar. Comme les ouvriers de l'industrie lourde, ceux qui sont au chômage à cause des privatisations et des faillites, ceux qui craignent de subir le même sort, les retraités qui voient leur pouvoir d'achat fondre (dans un des "ex-pays de l'Est" dont on dit qu'il a négocié en douceur son retour au sein du marché capitaliste mondial). C'est pourtant sous les précédents gouvernements de Meciar que le chômage a le plus augmenté et le niveau de vie baissé !

En fait, les électeurs de Meciar, en sanctionnant les derniers gestionnaires en place, ont sans doute voulu exprimer leur amertume face au sort qui leur est fait. Mais, désorientés, dans une situation où seule une politique ouvrière révolutionnaire serait capable d'ouvrir des perspectives qui ne soient pas des leurres, ils ont choisi de le faire en votant pour un de ces démagogues qui proposent le repliement dans les frontières d'un mini-Etat, l'exacerbation des nationalismes, c'est-à-dire de cautionner une politique dont on ne voit que trop, dans ce pays voisin de l'ex-Yougoslavie, vers quel bourbier elle mène.

Sylvie FRIEDMAN

Grande-Bretagne

LA FIN DU MOUVEMENT DES AIGUILLEURS DU RAIL ...

Après trois mois et demi de conflit, le mouvement des 4 000 aiguilleurs du rail s'est terminé le 29 septembre dans une certaine confusion, mais... juste à temps pour l'ouverture du congrès annuel du Parti Travailliste. A défaut d'avoir mené le mouvement au bout de ses possibilités, ce qu'elle n'a d'ailleurs jamais tenté ni voulu, la direction du syndicat de cheminots RMT aura donc évité à la direction "new-look" du Parti Travailliste l'écueil qui consistait à devoir prendre parti dans un conflit de plus en plus gênant.

AFP

... ET LES ARRIÈRE-PENSÉES DE LA BUREAUCRACIE SYNDICALE

DIPLOMATIE SECRÈTE

C'est à l'issue d'une négociation marathon de six jours, dont les protagonistes n'avaient rien laissé filtrer, pas même aux aiguilleurs eux-mêmes, qu'est venu l'ordre de suspension du mouvement. Sur les écrans de la télévision, le leader du RMT Jimmy Knapp annonçait l'annulation de la seizième grève nationale prévue le 29 septembre et invitait les aiguilleurs à entériner l'"excellent accord" auquel il était arrivé. Il avait fallu pas moins de deux mois à Knapp pour lancer le mouvement, mais pour décider la reprise les aiguilleurs avaient trois jours, pas une minute de plus ! A cet effet, un numéro de téléphone était diffusé par la presse, invitant les aiguilleurs à téléphoner leur vote.

Le plus aberrant dans cette procédure, mais aussi le plus significatif, est que nul ne savait encore ce que contenait l'accord en question. Knapp parlait d'une augmentation de "revenu" de 6,5 à 15%. Les chemins de fer citaient des chiffres de 25%, pas moins, tout en disant qu'ils étaient dans les limites des 2,5% fixés par le gouvernement – autrement dit l'essentiel venait de gains de productivité suivant le jargon officiel. Quant à la presse, elle citait des chiffres contradictoires, tous plus alléchants les uns que les autres.

Finalement, le RMT a annoncé 60% de votants pour la reprise et 10% contre. Mais qui pourra jamais vérifier, ni même d'ailleurs savoir pour quoi les votants croyaient voter. Car une semaine après l'annonce de l'accord, on en ignore encore certains aspects.

LE BILAN DU MOUVEMENT

On sait maintenant que la seule augmentation réelle se monte effectivement à 2,5% et que le reste viendra d'une refonte des grilles salariales. Mais dans cette refonte 270 salariés voient leur salaire de base diminuer, tandis que d'autres, sous réserve d'accepter de remplir des tâches administratives qui ne leur incombaient pas jusqu'alors, montent de plusieurs échelons.

Aujourd'hui, le RMT présente comme une grande victoire le passage de la semaine officielle de 39 à 37 h, le maintien des majorations du dimanche et le droit de refuser de travailler pendant ses jours de repos. Mais à en juger par les réactions d'aiguilleurs en colère téléphonant aux émissions radiodiffusées du matin, cela ne passe pas. Et il y a de quoi car l'horaire hebdomadaire effectivement fait par des aiguilleurs est de l'ordre de 60 h en moyenne, justement pour compenser les salaires de base dérisoires (moins de 6 000 F par mois brut pour le plus grand nombre). Et pour deux heures de plus en heures supplémentaires, les aiguilleurs perdent les majorations du samedi, c'est-à-dire quatre heures de salaire ! Quant à ne pas travailler les jours de repos, bien peu peuvent se le permettre.

Pourtant, la direction a effectivement reculé sur un point : le versement d'une prime unique de 4 000 F qui revient à payer les jours de grève au taux de base, chose rarissime dans les conflits sociaux de ces dernières années.

Et ce recul un peu plus que symbolique donne sans doute la mesure des possibilités qu'avait peut-être encore le mouvement. Car à aucun moment, tout au long de ces seize semaines, il n'a été question de faire entrer en scène ne serait-ce qu'une partie des 120 000 cheminots que visait le même gel des salaires, sans même parler des millions d'autres employés des services publics concernés également. Il n'y a eu qu'une seule tentative de faire appel aux autres catégories de personnel – mais cela a été celle de la direction, envoyant des lettres individuelles conviant les salariés à convaincre les aiguilleurs d'arrêter leur mouvement pour *"sauver les chemins de fer"*. Des syndicats, rien, sinon l'affirmation réitérée par Knapp que les aiguilleurs avaient, à la différence des autres cheminots selon lui, un *"dossier en béton"*. Sur toute la durée du mouvement, dans les grandes gares londoniennes, il n'y a eu qu'un seul tract diffusé par le RMT à ses membres non-aiguilleurs pour... les inviter à voter dans des élections internes.

UNE DÉMONSTRATION DE FORCE DES APPAREILS

Est-ce que le mouvement aurait pu s'étendre, cela c'est une autre affaire bien sûr. Mais ce qui est sûr c'est que les bureaucrates syndicaux auront tout fait pour l'éviter. Et du même coup ils ont su apparaître aux yeux des futurs dirigeants des chemins de fer en voie de privatisation comme des interlocuteurs utiles sinon indispensables.

La hâte qu'a manifestée la direction du RMT pour mettre un terme au mouvement fait sans doute partie de la démonstration de ses capacités d'appareil qu'elle voulait faire aux patrons du rail. Mais elle s'inscrit aussi sans aucun doute dans une politique à une tout autre échelle, qui vise à appuyer la marche du Parti Travailliste vers le pouvoir. Ce n'est sûrement pas un hasard si, au moment même où elle mettait un terme à la grève des aiguilleurs, la direction du RMT suspendait un autre mouvement de grève contre le gel des salaires, prévu celui-là dans le métro londonien. Et ceci juste à la veille de l'ouverture du congrès du Parti Travailliste.

L'un des principaux arguments de la direction travailliste pour convaincre la bourgeoisie de lui faire reprendre du service à la tête des affaires de l'Etat n'est-il pas la faculté des syndicats qui lui sont liés de contrôler les luttes de la classe ouvrière ? C'est en particulier à cet argument que la politique des dirigeants du RMT vise à donner crédit.

François ROULEAU

Varta - Breitenbach (Haut-Rhin)

UN RÉFÉRENDUM POUR IMPOSER LA BAISSE DES SALAIRES

"Les 153 salariés de Varta ont accepté hier la proposition de leur direction de travailler 38 h 30 payées 35", écrit un rédacteur de *Libération*. Pourtant les résultats du scrutin indiquent que 27 travailleurs n'ont pas participé à ce vote, 53 se sont prononcés "contre" et 69 "pour", c'est-à-dire moins de la moitié des travailleurs (45%) appelés à donner leur avis sur cette proposition de la direction. Cela n'empêche pas *Le Monde* de parler de *"la majorité des salariés (54,76%), au nom de l'arithmétique... démocratique"*.

D'ailleurs que vaut un tel vote, obtenu sous la menace du licenciement : "*Souhaitant que cette proposition reçoive votre agrément, nous sommes tenus de préciser que, dans le cas contraire, nous serons amenés à envisager une mesure de licenciement à votre encontre"*, menaçait, en effet, la missive envoyée par la direction à chaque travailleur pour lui calculer le montant de sa baisse de salaire.

Car, derrière la formule *"maintien de la rémunération antérieure"*, cette augmentation de l'horaire dissimule évidemment une baisse des salaires. *"Si l'on veut avoir des clients, c'est à ce prix-là"*, déclare la direction de l'établissement de Breitenbach qui trouve que les ouvriers lui coûtent trop cher. Et cela, dans une entreprise où des travailleurs gagnent 5 30O F net avec quinze ans d'ancienneté !

Varta publie des résultats destinés aux boursicoteurs où tout indique qu'elle regorge d'argent. Mais, comme tous les patrons, la direction de Varta en veut plus encore. Elle a donc imposé une baisse du salaire qui revient à faire cadeau d'un mois de salaire sur une année, conséquence d'une baisse de près de 10% du taux horaire de travail, des primes intégrées aux salaires et d'une prime d'ancienneté revue à la baisse. Quant à ceux qui travaillent de nuit, ils vont voir leur majoration réduite de 30 à 15% soit une perte supplémentaire de 3 à 6% sur le salaire.

Pour parvenir à ce résultat, la direction a envoyé début septembre une missive qui proposait une réduction moyenne des salaires de 20% (sauf pour les cadres). La première proposition aboutissait à des pertes de 15 à 28% selon les salaires et ramenait certaines feuilles de paie à 4 200 F par mois ! Les travailleurs ont répondu par la grève pendant une douzaine de jours.

La direction a fait alors ses "dernières propositions" : maintien des salaires actuels par une révision du mode de calcul des primes, mais annulation de tous les accords d'entreprise dont celui sur les 35 heures en place depuis 1983. Et les travailleurs ont été poussés à se prononcer, l'épée de Damoclès du chômage au-dessus de leur tête.

Ce n'est pas la première concession que les travailleurs de cette entreprise ont dû accepter pour essayer de sauvegarder quelques emplois. Déjà, en 1983, pour sauver 60 emplois, l'accord de réduction de temps de travail (celui qui est aujourd'hui remis en cause) avait ramené l'horaire de 38 à 35 heures. Les salariés avaient alors accepté de prendre 40% de la perte de salaires ainsi engendré à leur charge. Mais cela n'avait pas empêché la direction, trois ans après, de supprimer ces emplois tout en rognant sur les primes et l'intéressement.

Comme quoi, le chantage au "maintien de l'emploi" n'est bien qu'un prétexte pour pressurer davantage les travailleurs, sans au bout du compte assurer quoi que ce soit pour l'avenir. Et il y a toute les chances que la direction de Varta va continuer sa pression sur les salaires... et les emplois.

Pour sortir de cette situation, il faudrait s'en prendre aux profits des grandes entreprises. Ce serait un combat difficile, mais la seule façon efficace de faire comprendre au patronat qu'à trop tirer sur la corde, à la fin elle se casse.

J. F.

LES MENTEURS NE CHÔMENT PAS

Il n'a pas fallu longtemps pour que le bluff gouvernemental sur la diminution du chômage s'écroule. Non seulement d'un mois sur l'autre les chiffres officiels montrent une remontée de 15 200 demandeurs d'emplois, mais ils affichent 1 194 500 chômeurs de longue durée, nombre en augmentation de 19,6% sur un an. Et la durée moyenne du chômage augmente toujours et s'établit à 389 jours.

La croissance est repartie, nous dit-on, mais tant qu'on laissera faire les patrons, nous n'en profiterons pas.

LA VÉRITÉ SUR LES REVENUS DES CHÔMEURS

56% des chômeurs perçoivent moins de 4 000 F par mois selon les statistiques de l'UNEDIC. Pour 35% l'indemnité est comprise entre 4 000 et 7 000 F. Et 9% touchent plus de 7 000 F.

Des chiffres qui devraient faire taire tous ceux qui prétendent que, si le chômage se développe, c'est parce que les chômeurs sont trop indemnisés. Et il faut ajouter à cela le fait qu'il y a 800 000 personnes au RMI, qui sont des chômeurs qui ne sont plus indemnisés du tout !

Volskwagen - Forest (Bruxelles)

FIN DE GRÈVE MOROSE

Après quatre semaines de grève à l'usine Volkswagen de Forest, en banlieue de Bruxelles, le travail a repris. Par rapport au plan de production qu'elle a tenté de mettre en place à la rentrée des congés, la direction a dû partiellement reculer. Les cadences exigées sur les chaînes ne seront pas augmentées pour le moment, et il y aura 15 minutes de pause supplémentaire par équipe. Mais les syndicats ont accepté des sacrifices – au nom des ouvriers – comme la transformation d'augmentations de salaires et de certaines primes en jours de congés. Tout cela devrait réduire le nombre de suppressions de postes prévues, mais il y en aurait encore 220 sur les 860 initialement prévues.

Négocié jeudi 29 dans la soirée, ce compromis direction-syndicats n'apportait que 5 minutes de pause supplémentaire, par rapport au compromis refusé par 57% des ouvriers la semaine précédente. Mais ni le directeur, ni les syndicats n'ont pris le risque de le soumettre à nouveau au vote des travailleurs... de peur sans doute qu'il soit à nouveau rejeté, comme la semaine précédente.

Dans les ateliers l'amertume est grande. Car il est évident que la direction n'a pas renoncé à faire des économies sur le dos des ouvriers, et qu'elle cherchera à revenir sur ses concessions si elle sent que la démoralisation a gagné du terrain dans les ateliers.

Pour faire reprendre le travail, la direction comme les syndicats avaient mis le paquet lorsque les ouvriers, qui avaient démarré la grève il y a trois semaines, ont cessé le travail 10 minutes après la reprise.

Le directeur a convoqué les non-grévistes à la porte de l'usine pour faire pression sur les piquets de grève. Quelques centaines de cadres et agents de maîtrise ont répondu à l'appel.

La direction a trouvé un tribunal pour décider une astreinte de 100 000 FB (près de 17 000 FF !) par jour et par ouvrier empêché d'entrer dans l'entreprise. Il y avait aussi quelques auto-pompes bien visibles, à quelques kilomètres de là, dont la destination était évidente pour tout le monde.

Les responsables syndicaux de l'entreprise qui avaient érigé des barricades pour faire semblant de se préparer à la résistance contre l'invasion de l'usine ont mis leur poids pour isoler les ouvriers de VW du reste des travailleurs : recommandation de rentrer chez soi, ce qui a donné des piquets très limités ; refus d'organiser une manifestation en ville ; et pas d'appel précis à la grève d'autres entreprises, comme Renault, pourtant très proche, par la géographie comme par les problèmes rencontrés par les ouvriers dans cette usine.

C'est la première fois que les ouvriers de VW se mobilisaient aussi largement, pendant aussi longtemps. Et c'est la première fois qu'une opposition au manque de détermination des syndicats s'est manifestée publiquement. Cela a donné de sérieuses angoisses à la direction de VW et au gouvernement. Mais cela n'a pas suffi pour les faire reculer sérieusement... Ce n'est que partie remise.

Quand les responsables du Crédit Lyonnais ont des pertes

ILS PRÉSENTENT LA NOTE AU PERSONNEL ET AUX CONTRIBUABLES

Le Crédit Lyonnais, de nouveau, fait la Une des journaux avec la publication de ses comptes du premier semestre 1994.

Le PDG a fait son cinéma : annulation-surprise d'une séance du conseil d'administration, annonce du refus (pendant deux ou trois jours en tout cas) des commissaires aux comptes d'avaliser les résultats, négociations avec le gouvernement largement détaillées par la presse.

En attendant de combler ses pertes d'une manière ou d'une autre, le Crédit Lyonnais a largement investi dans la publicité !

Bref, dans le rôle du "sauveur venu redresser la banque", Peyrelevade, qui se fait déjà volontiers mousser, n'a pas craint d'en rajouter.

Quand on y regarde d'un peu près, l'activité bancaire courante du Crédit Lyonnais est bénéficiaire mais, du fait des provisions comptables qui ont été constituées pour couvrir de très probables pertes sur des affaires douteuses, le Crédit Lyonnais affiche au bout du compte une perte semestrielle de 4,5 milliards de francs.

L'Etat, qui est déjà intervenu en mars dernier suite aux comptes déficitaires de 1993, n'a pas voulu cracher au bassinet une nouvelle fois ; ou plus exactement, s'il est d'accord pour payer, il ne veut pas le faire tout de suite. Balladur, à l'approche de l'élection présidentielle, ne veut pas faire ce geste.

Mais le scénario à venir est déjà tracé. Les dirigeants de la banque se sont engagés à ce que la perte pour l'année 1994 ne dépasse pas celle de 1993 (soit 6,9 milliards). Cela veut dire que tout le monde en haut lieu est bien d'accord avec les futures acrobaties comptables qui permettront de l'obtenir !

Dans quelques mois on saura comment l'Etat, qui s'est engagé à *"faire son devoir d'actionnaire"*, interviendra pour combler les nouvelles pertes prévues. Plusieurs formules sont envisagées : cela va de l'apport direct d'argent frais à l'octroi de garanties, en passant par le cantonnement, une méthode qui a pour effet de présenter le bilan de manière plus avantageuse, de le maquiller en fait. De toute façon, l'Etat paiera sûrement... avec l'argent des contribuables !

La facture des affaires foireuses du Crédit Lyonnais tournerait autour de 50 milliards. L'ardoise Tapie n'en constitue d'ailleurs qu'une faible part. L'essentiel est constitué par des crédits immobiliers accordés à tout-va, ainsi que par des aventures financières comme cette incursion dans le cinéma américain. Tout cet argent, ce sont des capitalistes, des bourgeois en chair et en os, qui l'ont empoché. Il n'a donc pas été perdu pour tout le monde, même s'il est probable que le Crédit Lyonnais n'en reverra jamais la couleur.

Mais, parmi les mesures mises en avant par Peyrelevade pour redresser les comptes du Crédit Lyonnais, il y a "l'augmentation de la productivité", qui se traduit par un plan de suppressions de 3 800 emplois en trois ans.

D'un côté le PDG impute à l'état-major précédent les pertes considérables réalisées par la banque, mais c'est le personnel qu'il veut faire payer.

Pourtant les 50 milliards qui risquent d'être engloutis du fait des affaires douteuses représentent l'équivalent de 4 fois la masse salariale annuelle du Crédit Lyonnais (en France). Et l'économie annuelle que la direction veut réaliser en supprimant 10% des effectifs équivaudrait à peine à 1/40e du trou à combler.

Non, décidément, il n'y a vraiment aucune raison que, par des réductions d'effectifs, le blocage des salaires et des conditions de travail aggravées, ce soit le personnel qui paie pour la gestion désastreuse des banquiers.

Correspondant LO

CPAM de Rouen

Des économies sur les plus démunis...

C'EST UN DÉLIT DE NON-ASSISTANCE À PERSONNE EN DANGER

A la CPAM de Rouen, on est à la pointe du progrès pour faire des économies... sur le dos des assurés. Notre directeur se rengorge d'obtenir dans ce domaine des résultats d'avant-garde. On accuse les professionnels de santé qui nous dit-on trichent... pour nous faire restreindre les remboursements au détriment des personnes âgées ou des grands malades. S'il s'agissait de rectifier des abus, tous les employés de la Sécu savent qu'on s'y prendrait autrement. On veut nous faire supprimer les remboursements de soins à domicile par des infirmières, sous prétexte que ces soins seraient de "confort" (toilette, prise de médicaments...) plutôt que "médicaux" (piqûres, pansements). C'est se moquer du sort de personnes souvent isolées, peu capables de se débrouiller seules, et qui seront à l'abandon, sans visite d'une infirmière. Le journal local *Paris Normandie* d'Elbeuf se faisait l'écho la semaine passée de la détresse des personnes âgées qui se retrouvent dans cette situation. L'une d'entre elles déclarait : *"Les infirmières prenaient ma tension, elles me lavaient les pieds, m'aidaient à prendre mes médicaments.. C'est très compliqué, vous savez, et je n'y vois pas bien... Les personnes du service de soins, c'est la vie pour moi. Sans elles, je serais déjà morte. Il n'y a pas que les pansements dans la vie, il y a le moral ! Aujourd'hui, il ne restera que l'hospitalisation... ce qui coûte beaucoup plus cher à la Sécu comme tout le monde le sait..."*

On s'attaque aux conditions de vie des plus faibles, des plus démunis, on met au pas quelques auxiliaires médicaux qui représentent un faible pourcentage des dépenses de la Sécu, et on flatte les notables (médecins et pharmaciens, directeurs de clinique, chefs de service hospitalier), pendant que les laboratoires pharmaceutiques s'engraissent et que les patrons "oublient" de payer les cotisations.

Correspondant LO

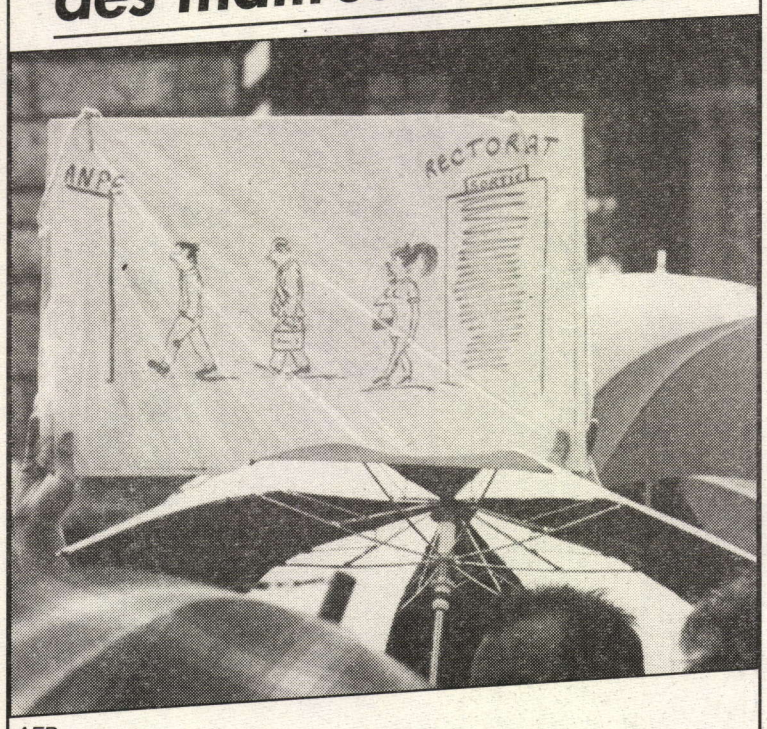
Suivant que vous serez...

Pour l'attribution de certaines prestations, comme l'Allocation parentale d'éducation (APE) ou l'Allocation pour garde d'enfant à domicile (AGED), les allocataires doivent fournir des justificatifs d'activité. C'est ainsi que nous sommes amenés à voir passer entre nos mains certains bulletins de salaire à côté desquels les nôtres semblent dérisoires. Tel directeur de banque s'est vu attribuer une prime de trois millions de francs (oui, trois cents millions de centimes). Mais ça n'empêche pas ce monsieur de réclamer les 2 000 F par mois d'allocation de garde d'enfant à domicile !

A côté de ça, beaucoup de prestations comme l'allocation de rentrée scolaire ou les aides au logement sont "à conditions de ressources". Et comme les plafonds sont bas, on refuse les prestations à beaucoup de familles qui sont légèrement au-dessus de ces plafonds.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *Caisse d'Allocations Familiales – Paris.

Manifestation pour la réembauche des maîtres-auxiliaires



AFP

COMME S'IL Y AVAIT TROP D'ENSEIGNANTS !

A l'appel de l'ensemble des syndicats enseignants (FO excepté), 700 professeurs environ ont défilé, jeudi 29 septembre en direction de l'Education nationale, pour exiger le réemploi de tous les maîtres-auxiliaires. Depuis la rentrée, la situation a peu évolué : des milliers de maîtres-auxiliaires sont encore sans affectation, 1450 pour l'académie de Créteil, 1600 pour Versailles, 750 pour Paris. La situation est encore aggravée pour les maîtres-auxiliaires étrangers, à cause de la circulaire du 19 juillet qui institue la préférence nationale : 500 maîtres-auxiliaires étrangers sur la seule académie de Créteil n'ont pas retrouvé leur poste et 300 d'entre eux vont se retrouver en situation irrégulière et menacés en conséquence d'une reconduite à la frontière. Une quinzaine d'établissements ont fait grève pour exiger le réemploi de leurs collègues maîtres-auxiliaires étrangers, mais ces initiatives demeurent isolées et, si elles permettent de régler certains cas individuels, elles ne remettent pas en question la circulaire du 19 juillet.

Pourtant le gouvernement ne peut pas prétendre justifier ces mesures pour des raisons de sureffectif : plusieurs milliers d'élèves n'ont pas obtenu à la rentrée l'affectation de leur choix, les effectifs des classes sont surchargés (36 élèves en moyenne dans les classes de seconde de lycée), on impose au personnel titulaire des heures supplémentaires (en moyenne 10% d'heures supplémentaires imposées) et de nombreux postes sont encore vacants.

Mais le gouvernement n'a que faire de l'intérêt des élèves. D'une part, il persiste à vouloir faire des économies sordides en réduisant les effectifs. D'autre part, il compte toujours glaner quelques voix dans l'électorat de Le Pen en s'en prenant aux maîtres-auxiliaires étrangers, même si cela revient à priver les élèves d'enseignants.

Dans les entreprises

Pelé Granit (Montreuil-sur-Ille – 35)

Des profits en granit... MAIS DES OUVRIERS QUI ARRACHENT 150 FRANCS D'AUGMENTATION !

Pelé Granit, spécialisée dans les pierres tombales, dont le PDG est président du syndicat des granitiers de Bretagne, est la principale entreprise granitière de la région. Elle compte 240 salariés.

La colère des travailleurs a éclaté lorsque, le samedi 17 septembre, les ouvriers ont appris, en rentrant chez eux après le travail, qu'une lettre leur avait été envoyée, les menaçant de sanctions disciplinaires pour avoir refusé de marquer le rendement et de rendre aux chefs les "relevés machine". Le matin même, le directeur était venu, comme si de rien n'était, serrer la main à chacun en disant : *"Alors, ça va ?"*

La grève des relevés de production avait été décidée parce que la direction refusait de satisfaire la revendication de 400 F déposée des mois plus tôt. Si la réaction du patron n'a pas traîné, celle des ouvriers non plus !

Mercredi 21 septembre, à midi, c'était la grève, à 115 (82% des ouvriers de production), le mardi 27 la direction parlait de lever les sanctions menaçant 70 travailleurs. Le lendemain, une dizaine de grévistes est allée distribuer des tracts aux ouvriers des autres entreprises granitières du coin.

Les négociations menées par trois élus CGT étaient, à chaque fois, précédées et conclues par une discussion collective et une montée aux bureaux de la direction pour porter la réponse des grévistes ! Il y avait de l'ambiance, car tous les grévistes étaient présents et actifs. Certains notaient en forme de boutade que c'était plus fatigant que le travail... mais aussi plus exaltant.

Le PDG, descendu de Paris, a tenté d'opposer grévistes et non-grévistes, mais il a finalement dû concéder l'annulation de toutes les menaces de sanctions, une augmentation immédiate de 150 F net, plus une revalorisation future des paies en fonction de l'inflation des 8 derniers mois de 1995.

Les grévistes ont fait reculer le patron grâce à leur solidarité : *"Il nous a cherché querelle, on a relevé le gant, et on s'en sort la tête haute !"*

CLECIM (Saint-Chamond – 42)

LES EMPLOYÉS RESTENT MOBILISÉS

Face aux projets de leur direction de fermeture du site de Saint-Chamond, les travailleurs de Clecim massivement présents à la réunion du CCE, le jeudi 15 septembre, avaient obligé la direction à suspendre ce projet. Depuis, des discussions ont lieu pour étendre les possibilités de mettre en FNE ou en préretraite progressive près de 100 travailleurs, qui n'en seraient pas mécontents (cf. *LO* n° 1367).

Les employés étaient conscients que la mise en oeuvre de ces mesures dépendait de leur mobilisation. C'est pour pouvoir organiser cette vigilance qu'ils mettaient en place, dans les jours suivants, un réseau de "correspondants d'étage". Ces correspondants n'ont pas été nécessairement élus, mais le personnel des services a discuté sérieusement de qui y envoyer.

Le point est fait régulièrement sur l'état des réunions centrales, qui se sont tenues tant au ministère de l'Industrie qu'avec la direction de Clecim à Cergy, site qui regroupe les technico-commerciaux.

Le "réseau" proposa un texte d'affiche signé "Personnel de Clecim" aux trois syndicats représentés chez Clecim, mais les syndicats de Cergy (CGC et CFDT), qui sont plus proches de la direction que des salariés, n'acceptèrent pas cette affiche qui demandait le maintien des emplois à Saint-Chamond. Les trois syndicats de Saint-Chamond (CGT, CFDT et CGC) s'alignèrent sur cette position et décidèrent à leur tour de ne pas signer cette affiche. Comme elle était déjà tirée, on massicota la signature syndicale.

Le jeudi 29 septembre, une cinquantaine de salariés se répartirent en équipes pour placer ces affiches en ville et chez les commerçants. L'accueil par les commerçants fut presque partout bon et les discussions allèrent souvent bon train.

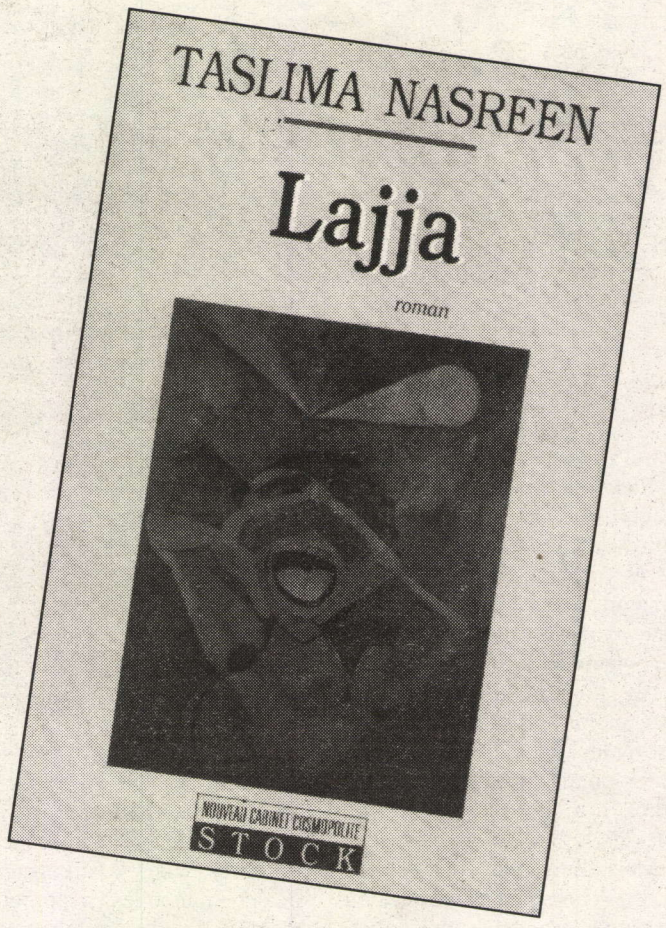
Le vendredi 30, il avait été prévu d'assister massivement à la séance du Conseil municipal. Ce fut un succès : environ 180 employés sur un effectif total de 370 personnes étaient là. Le maire RPR expliqua aux manifestants qu'il s'était démené pour prouver en haut lieu la nécessité de maintenir l'entreprise à Saint-Chamond. Un employé prit la parole pour rappeler que l'origine du problème était la soif de profit de Clecim, que les employés devaient rester mobilisés, et que les patrons et les pouvoirs publics devaient savoir que le maintien du site de Saint-Chamond n'était pas discutable.

Le lendemain, un tract préparé par les employés fut distribué à 2 000 exemplaires sur le marché par une trentaine de personnes. Cela fut une nouvelle occasion de discuter avec la population.

Beaucoup de discussions dans les bureaux ont porté sur un texte de 12 pages adressé à tout le personnel par un responsable de Cergy et signé CGC, syndicat dudit chef. Ce "syndicaliste" écrit qu'*"il faut rester crédibles face à nos actionnaires"*. D'autres propositions, comme celle affirmant *"organiser des opérations "commando" pour enlever les commandes"* prêteraient plutôt à sourire. Les coups de téléphone qu'a reçus ce monsieur ne lui ont pas laissé de doute sur l'accueil que les employés de Saint-Chamond ont réservé à sa prose.

Correspondant LO

Lajja
de Taslima Nasreen



Lajja, "la honte" en bengali, n'est pas à proprement parler un roman mais plutôt un témoignage écrit "à chaud", à la suite des pogroms qu'entraîna au Bangladesh la destruction, en Inde, de la mosquée Babri par des fondamentalistes hindous. Au Bangladesh, où les Hindous ou plutôt les habitants d'origine hindoue sont une minorité, 28 millions sur 111 que compte le pays, ce fut l'horreur, viols, enlèvements, pillages, massacres... La liste qu'en dresse l'auteur, villages incendiés, quartiers détruits, femmes violées, à longueur de pages est impressionnante.

Ce livre, qualifié de *"blasphématoire et pornographique"* par les islamistes, a valu à son auteur, une femme de 32 ans, médecin gynécologue ainsi que journaliste féministe, une "fatwa", condamnation à mort de la part des tribunaux musulmans de son pays, et l'exil à Stockholm. Son grand défaut aux yeux de ses détracteurs, y compris d'ailleurs de certains des intellectuels qui se disent "progressistes" dans son pays, c'est d'être une femme qui ose se proclamer athée et se revendiquer d'un Bangladesh laïque tel qu'il se constitua au lendemain de la guerre d'Indépendance contre le Pakistan en 1971.

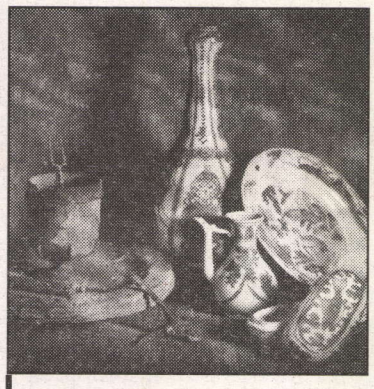
Les fondamentalismes adverses, hindou comme islamiste, en Inde comme au Bangladesh, se renforcent mutuellement, chacun visant une parcelle de pouvoir. C'est une longue histoire qui remonte au jeu de division pratiqué par le colonialisme anglais et à son aboutissement, la partition de l'Inde et du Pakistan en 1947. Puis le Pakistan, sous la dictature d'Ayub Khan, a voulu islamiser le Pakistan oriental et y imposer la langue ourdou contre la langue locale, le bengali. Les émeutes pour la langue bengali se sont succédé, 1950, 1952, 1954, accrues par la guerre entre l'Inde et le Pakistan de 1965. Les exactions de la dictature de l'ouest, les ambitions des politiciens de l'est, mais aussi les jeux rivaux des grandes puissances, tout cela concourut à l'exacerbation, à partir de 1969, d'un mouvement pour l'indépendance du Bangladesh et à une guerre en 1970-71. Mais de cette guerre il sortit un Etat laïque, ainsi que le rappelle l'auteur : *"Les Bengalis furent les témoins de vagues de désordres et de massacres qui culminèrent avec la guerre d'Indépendance de 1971... Une indépendance acquise au prix de la vie de 3 millions de Bengalis et qui prouva que la religion ne saurait être le fondement d'une identité nationale"*. Mais avec le coup d'Etat des militaires de 1975, l'islam revient progressivement religion d'Etat. *"Les fondamentalistes, qui s'étaient opposés aux "combattants de la liberté" en 1971 et avaient maintenu profil bas durant la guerre d'Indépendance, tiennent le haut du pavé"* et dès 1978, l'islam devint à nouveau la religion d'Etat et les Bengladeshis d'origine hindoue des citoyens de seconde zone.

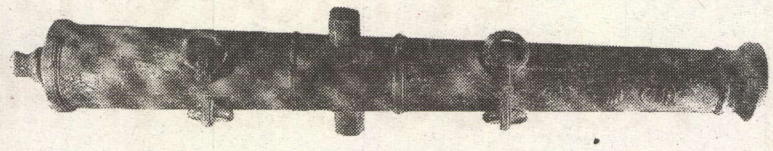
Lajja raconte l'histoire d'une famille de bourgeois du Bangladesh, un père médecin qui a combattu pour la guerre d'Indépendance mais se voit refuser les postes auxquels il pourrait prétendre car il est d'origine hindoue, un fils qui a abandonné les études pour faire du journalisme, plus ou moins lié au Parti Communiste, une fille qui voudrait épouser un jeune musulman pour échapper à la tension environnante et le paie de sa vie… Petit à petit, ils ont perdu tous leurs biens, ont dû fuir leur ville natale quand arrivent les pogroms de 1992. Et les survivants devront se résigner à la honte suprême, fuir à leur tour, comme des millions d'autres et comme ils s'y sont toujours refusés jusque-là.

Car, et c'est le passage le plus poignant du roman, le pays a basculé tout entier dans le "communautarisme". Tout a *"pourri de l'intérieur. On en vient à penser en termes de musulmans ou d'hindous progressistes... Des progressistes qui se définisssent par la communauté religieuse !"* ironise Taslima Nasreen. *"Pourquoi*, ajoute-t-elle encore, *faut-il que les communistes se réfugient sous la bannière de l'islam ? Pour échapper aux accusations du public disant qu'ils ne sont pas croyants ?"* Taslima Nasreen raisonne en féministe bourgeoise, elle n'aborde pas dans ce livre les causes de la montée des fondamentalismes, la misère profonde du pays, la faillite d'un mouvement stalinisé, plus nationaliste que communiste, incapable de prendre à son compte la révolte des masses populaires opprimées, misérables. Elle reproche tout juste au gouvernement les sommes astronomiques consacrées aux activités religieuses dans *"un tel contexte économique"*. Mais ce n'est pas non plus la vocation de son livre, qui se veut un témoignage sur un pays livré aux fanatiques religieux. Ce n'est pas un bon roman au sens romanesque, c'est souvent confus, on aurait souvent besoin d'une carte, et d'un résumé chronologique, car on s'y perd dans les divers retours en arrière, mais ces listes de noms de personnes massacrées, spoliées, pourchassées, ces faits, ces récits tous semblables dans leur horreur, en disent long !

Cécile BERNIER

Lajja *de Taslima Nasreen*
éd. Stock Cosmopolite – 120 F





ON A RETROUVÉ LE TRÉSOR DU SAN DIEGO
à la Grande Halle de la Villette - Paris - Porte de Pantin

C'est le 14 décembre 1600 que le *San Diego,* navire marchand espagnol reconverti pour la circonstance en navire de guerre, coula lors d'un combat naval contre des Hollandais, au large de Manille aux Philippines, alors colonie espagnole, dont les Hollandais voulaient s'emparer. Le *San Diego*, qui avait pourtant eu le dessus dans la bataille, coula par cinquante mètres de fond avec quelque 350 soldats et marins, ses 14 canons, et une quantité impressionnante de jarres de nourriture, de vaisselle, etc. C'est d'ailleurs cette surcharge qui fut l'une des causes du désastre. Les Hollandais, quant à eux, préférèrent quitter les lieux… et les Philippines demeurèrent espagnoles pour quelques siècles encore.

Après avoir étudié de près les archives concernant ce naufrage, une équipe de chercheurs a retrouvé ce qui restait du *San Diego* et a remonté à la surface tout ce qui était récupérable : 5 263 objets, dont l'exposition montre environ 2 000.

Les textes qui expliquent l'affrontement et ses causes sont plutôt difficiles à lire, et si l'objectif était de donner une idée de la confusion de la bataillle, c'est réussi… L'intéressant de l'exposition vient après, avec tout d'abord la reconstitution du tumulus qui contenait, au fond de la mer, les restes du navire. Une partie de l'exposition est consacrée au travail des plongeurs, avant d'en arriver au contenu du *San Diego* lui-même. Quelques ossements, des restes d'armes, en particulier japonaises (car il y avait, outre les Espagnols et les Philippins embarqués sur le navire, des mercenaires japonais, très prisés paraît-il à l'époque), les 14 canons, dont certains fondus aux Philippines, et surtout énormément de jarres de toutes tailles et de tous styles, en provenance de Birmanie, du Siam, de Chine, et une impressionnante collection de vaisselle chinoise en porcelaine, dont la plupart de toute beauté.

On se rend ainsi compte, au vu de la cargaison de ce seul navire, des relations commerciales intenses qui existaient dans tout le Sud-Est asiatique dès la fin du XVIème siècle entre Espagnols, Chinois, Japonais, etc.

Un "trésor" émouvant, intéressant et au fond très évocateur d'une époque, qui sera exposé jusqu'au 8 janvier. Prix d'entrée : 50 F.

A.V.

Naufrage de L'Estonia

AFP

ARMATEURS ET ASSASSINS

Les images vidéo de l'épave de l'*Estonia* qui repose par 75 mètres de fond ont montré que la porte avant du navire avait été arrachée. Et c'est très probablement un défaut de fermeture de cette porte qui a laissé l'eau envahir la salle des véhicules, provoquant la catastrophe.

Aussitôt les compagnies de ferries scandinaves ont entrepris, pour rassurer leur clientèle, de faire souder les portes avant. Et même en France, il a été décidé de vérifier toutes les portes des ferries français.

Mais, d'une manière plus générale, en dehors de ces mesures circonstancielles quelles précautions va-t-on prendre maintenant ?

Il y a sept ans, le bien nommé *Herald of Free Enterprise* (le "Héraut de la Libre Entreprise" !) avait coulé dans le port de Zeebrugge, à cause d'une porte ouverte (arrière cette fois). A la suite de ce naufrage, un certain nombre de recommandations avaient été émises. Il fallait équiper tous les points sensibles, les portes d'accès en particulier, de caméras vidéo ; il fallait mieux arrimer les véhicules, les camions surtout ; et une commission internationale a même recommandé de cloisonner les immenses salles de parking afin que l'eau ne puisse les envahir entièrement. Si les deux premiers points ont été respectés, dans les pays riches du moins, le troisième, le plus important, est resté lettre morte car cela coûterait trop cher à mettre en œuvre, et surtout cela ralentirait les opérations de chargement et de déchargement des véhicules. Or les car-ferries n'arrêtent pas de faire leurs rotations, nuit et jour souvent.

Dans ces navires, toute la cargaison, passagers et véhicules, se trouve au-dessus de la ligne de flottaison. On ne met rien à fond de cale. Il n'y a que les machines. Le centre de gravité est donc placé très haut et, en cas de très fort roulis, le navire peut se retourner rapidement. Si jamais une voie d'eau survient, l'immense salle des véhicules, sans aucune cloison intermédiaire, va se remplir entièrement. Et la masse d'eau qui suit les mouvements du navire va accentuer le déséquilibre. Comme cela vient de se produire pour l'*Estonia*...

Des experts maritimes soulignent depuis longtemps les dangers de ce type de navire. Les représentants des armateurs font observer que les ferries effectuent des milliers de traversées sans accident, et que les précautions ont été redoublées. C'est vrai que, depuis la catastrophe de Zeebrugge, les armateurs et les équipages font davantage attention.

Il n'empêche que divers défauts de fermeture des portes avaient été repérés depuis quelque temps sur l'*Estonia* lui-même (défaut d'étanchéité) ainsi que sur d'autres ferries de la Baltique, sans qu'on arrête leurs rotations pour autant.

Les ferries ne sont pas les bateaux qui ont le plus d'accidents, dans les pays riches en tout cas, car ils sont très surveillés. Mais lorsqu'ils coulent, c'est extrêmement rapide. Selon les statistiques maritimes, 60 % des ferries victimes d'une voie d'eau ont coulé en moins de dix minutes, ce qui ne laisse guère le temps de remonter de sa cabine quand le navire commence à pencher sérieusement !

Les armateurs savent cela mieux que quiconque. Mais ils savent aussi mieux que quiconque ce que les ferries leur rapportent. Alors pas question de ralentir la cadence. Pas question pour le moment de cloisonner les parkings. Ils préfèrent évidemment incriminer l'inexpérience supposée de l'équipage estonien. C'est qu'ils possèdent, eux, une solide expérience capitaliste... qui vient de faire périr plus de neuf cents personnes.

André VICTOR

DE MOINS EN MOINS DE DROIT AU LOGEMENT POUR LES PLUS PAUVRES

L'association "Droit au logement" (DAL), vient de publier un rapport sur les problèmes du logement qui rassemble sans doute toutes les données actuellement accessibles sur cette question. Celles-ci sont fort éloquentes, même si on peut remarquer que les chiffres officiels sont rarissimes. A croire que l'Etat ne veut pas publier de chiffres sur ce sujet "sensible", ce qui lui évite sans doute d'avoir à les manipuler, comme il le fait avec les chiffres du chômage. Heureusement, il existe d'autres sources...

Ainsi on peut constater qu'en fait, le parc de logements vacants équilibre à peu près le nombre de demandeurs "prioritaires" : il y a 60 000 demandeurs "prioritaires" à Paris et 333 000 en Ile-de-France, et il y a justement 118 000 logements vacants à Paris et 311 500 en Ile-de-France. Par ailleurs on compte environ deux millions de logements vacants dans tout le pays, tandis qu'avec les bureaux inoccupés on pourrait faire 80 000 appartements de 3 pièces ! Même s'il n'y aurait pas là en fait de quoi loger tous les mal-logés du pays, on voit tout de même que ce n'est pas les logements vacants qui manquent…

Mais, comme le rapport le rappelle, les gouvernements successifs de gauche ou de droite se sont désengagés depuis des décennies du logement social. Ils n'ont cessé d'aider (avec l'argent des contribuables, dont les mal-logés !) les gros investisseurs privés, notamment les constructeurs de bureaux, qui ont reçu de l'argent de banques d'Etat, comme le Crédit Lyonnais (qui vient d'y perdre des milliards !).

En fait le logement dit "social" ne l'est plus guère et bien souvent ce sont des cadres et autres petits-bourgeois qui bénéficient de HLM "haut de gamme", et y occupent des logements "à vie", alors que les plus pauvres se trouvent exclus de ce qui, en principe, devrait leur être réservé!

Le rapport du DAL signale quelques scandales particuliers, au milieu du scandale général. Ainsi, des familles qui se retrouvent à la rue, et qui sont provisoirement prises en charge par des services d'assistance, doivent souvent "éclater" pour pouvoir se loger, même de façon dérisoire et précaire. Certains parents n'ont alors d'autre ressource que de confier leurs enfants en placement à la DASS. C'est parfois cela ou la rue… Combien d'enfants ont été ainsi placés ? Il n'existe pas de statistique de la part des Affaires sociales… Mais, pour ajouter une note d'absurde à l'odieux, le coût du "placement" d'un enfant à la DASS est chiffré à 27 000 F par mois… à comparer avec le prix d'un loyer !

Le rapport du DAL compare la crise actuelle avec celle des années d'après-guerre, marquées par la pénurie de logements, qui étaient à construire ou à reconstruire.

Mais aujourd'hui, les logements existent en grande partie, restent vides, alors que le nombre des expulsés, des sans-logis et des mal-logés a tendance à augmenter…

Les membres du gouvernement pérorent en ce moment sur "l'exclusion", le dernier mot à la mode. Mais contre "l'exclusion" du logement, il y aurait des mesures immédiates à prendre, comme la réquisition des logements vides, qui est d'ailleurs explicitement prévue par la loi. Comme cela s'est fait dans l'après-guerre, et également jusqu'en 1963 en faveur des rapatriés d'Algérie. Il s'agirait simplement d'obliger les propriétaires à louer, ce qui serait d'autant plus facile à l'Etat que, parmi les propriétaires de logements vides, il y a une majorité de gros propriétaires, et en particulier "d'institutionnels" comme par exemple l'UAP, premier propriétaire immobilier de France, qui possède plusieurs immeubles et 3 500 "chambres de bonnes" vacants à Paris.

Alors, pourquoi l'Etat n'oblige-t-il pas l'UAP, par exemple, à louer à des prix convenables son parc immobilier ? Uniquement pour ne pas "tirer" les loyers à la baisse, pour ne pas faire de peine aux bailleurs gros et petits !

Tout cela suffit à juger la valeur de tous les bavardages à propos de "l'exclusion" et autres pleurs de crocodiles sur les "SDF", quand ils émanent de politiciens qui laissent sciemment des milliers de gens sur le pavé, à côté de logements vides.

A.V.

Lors d'une manifestation de sans-logis, en 1992, devant un immeuble vide appartenant à la Ville de Paris.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995